

RÉVOLUTION PERMANENTE

NOUVEL ORDRE OU
DÉSORDRE
MONDIAL?

RÉVOLUTION PERMANENTE

Directeur: Alejandro Bodart

Comité éditorial: Imran Kamyana - Ezra Otieno - Oleg Vernyk
Sergio García - Douglas Diniz - Rubén Tzanoff - Verónica O'Kelly

Édition: Martín Carcione

Conception et mise en page: Tamara Migelson
Traduction: Vicente Gaynor, Ariana Del Zotto,
Alessandro Fernandes, Tamara Yapura,
Neide Solimões, Vera Coimbra



Vous nous trouvez ici

<https://lis-isl.org/fr/>

Mail: coordination@lis-isl.org

Liga Internacional Socialista

@ligueinternationalesocialiste

Liga Internacional Socialista @isl_lis

Liga Internacional Socialista (LIS)

Inscription DNDA en cours

Les articles et les interviews signées
n'expriment pas nécessairement les
positions de la LIS mais plutôt celles
de leurs auteurs.



la montaña
EDICIONES SOCIALISTAS

Perú 439 1°
Buenos Aires
Argentina, C.P.
1067

- 3** Nouvel ordre ou désordre mondial?
- 8** Trump et son projet d'un Royaume-Uni d'Amérique
- 13** La démocratie en crise
- 16** Qu'est-ce que le fascisme?
Un parcours historico-politique
à travers l'idéologie de la barbarie
- 20** L'extrême droite et la technologie.
La vision marxiste de l'innovation
capitaliste
- 23** L'alliance impérialiste entre
Trump et Poutine
- 28** Les conceptions campistes à
l'ère Trump: que faire maintenant?
- 32** La course à l'armement de l'Union
européenne et les tromperies de
l'« europeïsme » impérialiste
- 35** Nouveau gouvernement,
nouvelle attaque générale
- 39** André Pestana: « Il est possible
de construire une alternative
pour défendre ceux qui travaillent »
- 41** L'holocauste de la Palestine sous
le signe du nettoyage ethnique
impulsé par Trump et Netanyahu
- 45** Trump et la nouvelle répartition
de l'Afrique
- 48** L'Australie dans l'ombre
de Trump

Ce numéro de RÉVOLUTION PERMANENTE
est dédié à la mémoire de notre cher camarade
Pablo Vasco





NOUVEL ORDRE OU DÉSORDRE MONDIAL?

PAR ALEJANDRO BODART

Trump a décidé de bouleverser l'ordre mondial impérialiste, avec toutes ses institutions, ses alliances, ses accords commerciaux et ses équilibres complexes. Dans le but de renforcer le rôle hégémonique déclinant des États-Unis, il a provoqué un séisme qui ébranle les derniers vestiges de l'ordre mondial d'après-guerre et les piliers de la mondialisation néolibérale des années 90. Tout cela alors que la crise systémique qui a éclaté en 2008 se poursuit et que l'extrême droite et la polarisation sociale continuent de croître, rendant plus actuelle que jamais l'alternative socialisme ou barbarie.

Plus de 30 ans après la chute du mur de Berlin et la disparition des « méconnaissables » États ouvriers, rien ne s'est passé comme l'espérait l'impérialisme états-unien, malgré sa victoire dans la guerre froide. La chute de la bureaucratie stalinienne a également entraîné la perte du plus important partenaire contre-révolutionnaire dont il disposait pour contrô-

ler, affronter et vaincre les travailleurs dans leur lutte constante pour s'émanciper du capital. Dès lors, il a dû absorber seul les coûts et les coups de la lutte des classes à l'échelle mondiale et a peu à peu commencé à s'affaiblir. Il n'a pas réussi à transformer en semi-colonies les principaux pays où le capitalisme a été restauré. Ceux-ci sont devenus ses concurrents et la Chine a émergé comme une puissance impérialiste mondiale. Le monde unipolaire qu'il croyait avoir conquis s'est effrité, devenant un terrain de lutte pour l'hégémonie impérialiste. Son déclin est devenu évident et la crise qui a débuté avec le nouveau millénaire lui a été impossible à surmonter.

LA CRISE EST SYSTÉMIQUE

La raison ultime des événements auxquels nous assistons réside dans la crise structurelle du capitalisme, qui a effectué un saut qualitatif en 2008 et qui n'a pas été inversée. Compte tenu de l'ampleur des conflits interimpérialistes et du caractère spéculatif et de surproduction de la crise économique mondiale, il faudrait, pour la surmonter, promouvoir la destruction des forces productives à des niveaux que seule une nouvelle guerre mondiale pourrait provoquer. Cependant, aucune des principales puissances en conflit ne se sent, pour l'instant, suffisamment

capable de se lancer dans une telle aventure. À cela s'ajoute le fait que les capitalistes sont conscients qu'une confrontation mondiale entre les principales puissances pourrait se solder par un échec total et risquer de déclencher un holocauste nucléaire massif.

Aujourd'hui, les différents camps impérialistes misent sur l'aggravation de la crise en approfondissant la nouvelle guerre froide et commerciale dans laquelle ils sont plongés et sur la réalisation d'un bond monumental dans l'exploitation, à des niveaux que la lutte des masses travailleuses du monde ne leur permet pas d'atteindre.

Pour cette offensive contre-révolutionnaire, la bourgeoisie n'a plus besoin de la démocratie libérale et ne peut se permettre la moindre concession. Elle a besoin de gouvernements bonapartistes et de régimes autoritaires qui lui permettent de briser toute

LE PLAN TRUMP

Le nouveau gouvernement Trump s'inscrit dans cette montée mondiale de l'extrême droite, que sa victoire alimente, renforçant d'autres expressions similaires dans le monde. Contrairement à son premier mandat, il bénéficie du soutien direct d'une partie de la bourgeoisie, en particulier du secteur technologique, des hommes les plus riches du monde, et de l'accompagnement actif ou passif de l'essentiel de la classe dominante états-unienne.

Ce soutien provient d'une conclusion à laquelle est parvenue l'ensemble de la bourgeoisie états-unienne : les accords conclus après la Seconde Guerre mondiale et l'élan donné à la mondialisation capitaliste après l'effondrement de l'Union soviétique ne lui sont plus utiles. Depuis le début du nouveau siècle, la domination des États-Unis est en recul et leurs concurrents régionaux ou mondiaux comme la Chine, se renforcent au niveau mondial. La bourgeoisie américaine dans son ensemble sait qu'un changement est nécessaire. Tous ne sont pas convaincus que ce soit celui proposé par Trump, mais comme c'est le seul qui soit proposé, ils sont prêts à voir s'il donne des résultats. S'il s'embourbe, les frictions resurgiront certainement et d'autres propositions émergeront. Mais rien ne sera plus comme avant.

Le projet de Trump vise à imposer une transformation structurelle du régime politique et économique états-unien et de la configuration géopolitique mondiale afin d'augmenter les profits de sa bourgeoisie, tant en termes absolus, en intensifiant l'exploitation et l'extraction de la plus-value des travailleurs, qu'en termes relatifs, en s'appropriant une part plus importante de la masse mondiale de la plus-value au détriment de ses concurrents. Et à partir de son renforcement, il entend réaffirmer son rôle de gendarme mondial afin de maintenir un système capitaliste de plus en plus en crise.

AUX ÉTATS-UNIS

Depuis l'arrivée au pouvoir de Trump, son gouvernement a mis en œuvre une série de mesures visant à réduire au minimum les fonctions sociales de l'État, depuis la suspension de toute aide internationale jusqu'au démantèlement du ministère de l'Éducation et la tentative de faire de même avec le système de santé. Des milliers de licenciements sont en cours et, sous l'impulsion d'Elon Musk, il est prévu de réduire d'un tiers le budget national. Il



forme de résistance par la répression. Cette nécessité pousse une partie de plus en plus importante de la classe dominante à encourager la montée actuelle de l'extrême droite et le virage vers la droite et l'autoritarisme de l'ensemble de l'arc politique bourgeois. Ils remportent quelques succès grâce aux capitulations du réformisme et du progressisme, qui ont ouvert la porte aux forces d'extrême droite, en semant la confusion et en démoralisant les secteurs les plus combattifs du mouvement de masse. Bien que nous ne puissions pas encore parler de régimes fascistes, le germe du fascisme est en train de croître et il dépendra de la force que prendra la lutte des travailleurs et des jeunes, ainsi que des progrès que nous réaliserons dans le regroupement des forces révolutionnaires derrière une stratégie commune, pour que nous puissions vaincre le monstre avant qu'il n'évolue.

s'agit de mesures d'austérité sans précédent visant à combler un déficit colossal, qui entraîneront une baisse drastique du niveau de vie de l'ensemble de la population américaine qui travaille.

La persécution et la criminalisation des immigrés s'intensifient, semant la panique parmi des franges entières de la population les plus vulnérables, ce qui facilite l'aggravation de leur surexploitation et permet d'exercer une pression à la baisse sur tous les salaires.

Il supprime les libertés démocratiques fondamentales et renforce la répression. La persécution politique, les enlèvements et les expulsions d'activistes de la cause palestinienne en sont une illustration.

Le virage autoritaire lui est nécessaire pour faire passer les plans d'austérité qu'il promeut, mais il s'inscrit également dans sa « bataille culturelle » visant à consolider une base sociale réactionnaire enracinée dans les secteurs de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie du pays. Les positions ouvertement racistes, xénophobes, misogynes, homophobes et nationalistes du gouvernement et les attaques contre les droits de tous les secteurs opprimés ont cet objectif. Cela encourage les nombreux groupes fascistes qui existent en Amérique du Nord et auxquels il faudra faire face en organisant des formes d'autodéfense.

GUERRE DES DROITS DE DOUANE

Le nationalisme protectionniste et les droits de douane imposés par Trump sur les importations en provenance de Chine, mais aussi sur celles de ses alliés et partenaires commerciaux historiques comme l'Europe, le Canada ou le Mexique et d'innombrables autres pays, visent à donner des avantages aux entreprises locales afin qu'elles puissent réaliser des profits sur le puissant marché états-unien. Certaines de ces mesures nuisent à leurs propres multinationales, qui ont une grande partie de leur production implantée à l'étranger. Trump parie sur le fait que celles-ci devront rapatrier leurs activités, renforçant ainsi la production et la création d'emplois à l'intérieur du pays.

Avec leurs droits de douane, il tente également de contraindre le plus grand nombre de pays concernés à leur accorder d'importantes concessions en échange d'un assouplissement ou d'une annulation de ces droits.

Ces mesures sont fortement inflationnistes et récessives, ce qui provoque un nouveau saut dans la crise économique mondiale. On parle déjà de récession et même d'une possible stagflation.

CTO UN SCÉNARIO MONDIAL INCERTAIN

Le changement global dans la configuration géopolitique impérialiste promu par Trump n'en est qu'à ses débuts et l'avenir qu'il laisse entrevoir est encore incertain.

Il rompt avec les principaux alliés impérialistes des États-Unis depuis plus de 70 ans et souhaite mettre fin à la plupart des organismes multilatéraux autour desquels leur pouvoir s'est structuré. Il considère tout cet échafaudage comme une dépense inutile à des fins obsolètes, un carcan qui, loin de les renforcer, les a fait reculer face à leurs concurrents et dont ils doivent se débarrasser pour défendre leur hégémonie.

Il prétend le remplacer par un nouvel ordre



fondé sur la loi de la jungle du capitalisme le plus brut et le plus bestial. Il cherche à négocier avec les principales puissances militaires et économiques un nouveau partage du monde aux dépens des autres, et un accord dans lequel les États-Unis conserveraient une supériorité claire.

Les négociations de Trump avec Poutine, à la tête de la deuxième puissance militaire, illustrent cette orientation. Et les relations étroites entre la Russie et la Chine ouvrent différentes hypothèses. La première est que le rapprochement avec Poutine s'inscrit dans une tentative de négociation globale intégrant le géant asiatique et que l'agressivité des droits de douane envers la Chine vise à les forcer à s'asseoir à la table des négociations pour tout rediscuter. Mais il peut également chercher à créer les conditions d'une séparation entre les puissances émergentes qui isolerait la Chine, principale concurrente pour l'hégémonie si elle continue à se développer.

Cette stratégie mondiale implique de soumettre

davantage tous les pays semi-coloniaux possibles, ainsi que les alliés historiques des États-Unis tels que l'Europe, le Canada ou le Japon. Avec des méthodes mafieuses, il tente de leur imposer des relations commerciales désavantageuses et de briser leur souveraineté afin de s'approprier les territoires, les zones d'influence et les conditions qu'il juge nécessaires pour se positionner plus fortement face aux autres puissances émergentes.

Les négociations entre Trump et Poutine pour se partager le territoire et les ressources du pays entre la Russie et les États-Unis, dans le dos du peuple ukrainien et de l'UE, sont l'exemple le plus clair de la façon dont ils souhaitent que le monde fonctionne. Cependant, la résistance du peuple ukrainien complique leurs plans.



L'intervention de Trump pour mettre fin à la guerre « visible » à Gaza et permettre le nettoyage ethnique des Palestiniens tout en exprimant son intention de fonder une colonie américaine à Gaza va dans le même sens. Il en va de même pour ses annonces de coloniser le Groenland et de prendre le contrôle du canal de Panama ou sa menace d'annexer le Canada par la force.

Il reste à voir dans quelle mesure le gouvernement Trump parviendra à mener à bien son projet. Cependant, nous sommes déjà confrontés à un changement structurel dans la configuration de l'impérialisme mondial. Bien qu'ils cherchent à créer un nouvel ordre pour sauver le capitalisme de sa crise systémique, ils risquent davantage de générer un monde plus instable et conflictuel, un désordre mondial comme nous n'en avons jamais connu. En remettant en question toutes les relations de pouvoir, les alliances et les conflits qui assuraient un certain niveau de stabilité, de nombreuses

frontières, souverainetés et zones d'influence seront à nouveau contestées. Le processus de reconfiguration de l'ordre qu'ils cherchent à construire va générer encore plus d'inégalités, déclencher davantage de conflits et de guerres régionales et, si la crise continue de s'aggraver, la menace d'une nouvelle guerre mondiale restera latente.

Cela est particulièrement clair et alarmant en Europe, où la bourgeoisie, abandonnée par son protecteur américain et sous la pression d'une Russie à l'offensive, a bien l'intention de se lancer dans la course pour retrouver son statut de puissance impérialiste de poids. Les États de l'UE et le Royaume-Uni se sont lancés dans une militarisation précipitée, doublant ou triplant leurs budgets militaires, reconvertis leur industrie sidérurgique, automobile et technologique à la production d'armes et relançant ou renforçant leurs programmes d'armement nucléaire.

Outre le fait de rendre le monde plus dangereux et plus enclin à la guerre, le réarmement impliquera des mesures d'austérité et des attaques contre le niveau de vie que les travailleurs européens n'ont pas connues depuis des décennies. Cela dans un contexte, d'une part, de montée de l'extrême droite, de virage à droite de l'ensemble des forces politiques et d'avancées des politiques anti-migratoires, autoritaires et réactionnaires qui s'intensifieront avec la militarisation et l'ajustement à venir. Et, d'autre part, d'années de montée de la lutte des classes qui indiquent que toute l'orientation de la bourgeoisie provoquera une forte résistance.

Au niveau mondial, l'avancée du négationnisme climatique prôné par toutes les forces d'extrême droite approfondira les politiques extractivistes, l'extinction des espèces et les catastrophes environnementales.

LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES

Cette nouvelle offensive impérialiste radicalisera le processus de polarisation politique et sociale parmi les travailleurs, les jeunes et les couches moyennes de la société. Il n'y aura pas de calme, comme le prédisent certains secteurs sceptiques et comme le souhaiteraient les réformistes. La lutte des classes s'intensifiera.

Les mesures réactionnaires qui sont mises en œuvre et celles qui seront tentées seront accueillies par des mobilisations de masse, des grèves, des rébellions et toutes sortes de formes de résistance.

Les premières mobilisations massives qui ont

commencé dans de nombreuses villes des États-Unis contre Trump, ses attaques et ses discours négationnistes montrent qu'il y a et qu'il y aura une volonté de lutter. Les grèves générales et les millions de personnes qui se mobilisent en Argentine, où gouverne l'ultra-droite Milei, sont une autre expression de la situation réelle du mouvement de masse. Des millions de personnes se mobilisent contre la montée des fascistes en Allemagne. Les luttes reprennent en Grèce. Et la solidarité mondiale avec le peuple palestinien et contre le génocide israélien ne peut être arrêtée. Ce ne sont là que quelques exemples d'un monde en ébullition.

L'intensification de la lutte des classes, le choc provoqué par la montée de l'autoritarisme, ajouté à la crise du réformisme, peuvent également contribuer à lever certains obstacles de confusion idéologique et à créer plus d'espace pour la gauche révolutionnaire. La résurgence de Die Linke en Allemagne peut être le reflet déformé d'un phénomène de ce type.

La principale puissance impérialiste abandonne son déguisement démocratique, enterrant cet impérialisme occidental qui incarnait l'illusion de la démocratie libérale et du capitalisme humanitaire. Les révolutionnaires seront à nouveau les seuls défenseurs de la liberté, de la démocratie et de l'autodétermination des peuples. Les seuls à défendre de manière cohérente tous les droits qui font l'objet d'attaques.

Les négociations en cours sur l'Ukraine dévoilent tant l'OTAN que la Russie, révélant les intérêts purement impérialistes des deux parties et que les seuls amis cohérents du peuple ukrainien sont les révolutionnaires et les peuples du monde qui soutiennent depuis le début son droit à décider de son destin, tout en dénonçant les intentions de pillage de l'impérialisme occidental.

Le génocide perpétré par l'État d'Israël contre le peuple palestinien a mis à nu la complicité des forces politiques traditionnelles de la bourgeoisie avec le sionisme et la lâcheté des réformistes, démontrant que seule la gauche est cohérente dans la défense d'un peuple qui est massacré.

Le problème auquel nous sommes confrontés n'est pas le manque de volonté de lutte des travailleurs et des secteurs opprimés. Le problème le plus important est l'absence de directions socialistes révolutionnaires fortes au niveau mondial. C'est cela, et rien d'autre, qui empêche de remporter des victoires décisives et d'engager la voie vers un change-

ment socialiste de la société.

Nous, révolutionnaires, devons analyser les changements profonds qui sont en cours afin de déterminer les tactiques les plus appropriées pour intervenir. À ce stade, la plus large unité d'action, sans sectarisme d'aucune sorte, afin de développer la plus grande mobilisation possible, est une obligation. Il est également nécessaire de promouvoir le Front unique et de mettre en garde les directions réformistes et bureaucratiques contre le danger autoritaire et répressif qui se profile. Tout cela sans perdre à aucun moment notre indépendance et notre droit d'exprimer nos opinions critiques à l'égard des alliés circonstanciels que nous pouvons avoir.



Cependant, notre principale préoccupation doit être de progresser dans le regroupement mondial et national des révolutionnaires afin de construire des partis et une nouvelle internationale révolutionnaire forte. Avancer dans cette tâche est la seule issue dont disposent les travailleurs et la jeunesse pour affronter et vaincre la barbarie vers laquelle nous conduit le capitalisme.

Tel est le projet de la Ligue Internationale Socialiste. Regrouper et regrouper les forces révolutionnaires dans le monde sur la base d'un programme de transition vers le socialisme et d'une méthode saine qui permette d'élaborer collectivement et de traiter les nuances et les différences dans un climat de camaraderie. Sans aucune forme d'ultra-gauche infantile ou de recherche de raccourcis opportunistes. En affrontant la réalité mondiale complexe que nous traversons, non pas pour la commenter, mais pour tenter de la changer. Convaincus qu'un monde sans exploitation ni oppression est possible et que tout sacrifice en vaut la peine pour y parvenir. ↗

Trump et son projet d'un ROYAUME-UNI D'AMÉRIQUE



PAR VINCE GAYNOR

On dit que les apparences sont trompeuses, mais c'est l'exception. En général, les apparences reflètent assez bien le contenu de ce que nous voyons. La fausse couverture du magazine TIME montrant le visage couronné de Trump sous le titre « Longue vie au roi », que le président lui-même a publiée sur les réseaux sociaux, n'a pas d'explication compliquée. Trump souhaite sincèrement et planifie méticuleusement de s'installer comme dictateur des États-Unis afin de conquérir le monde. Le salut nazi d'Elon Musk n'était ni plus ni moins qu'un salut nazi. Il aimerait diriger une dictature fasciste.

Maintenant, qu'ils y parviennent ou non est une toute autre question.

Trump est revenu à la Maison Blanche déterminé à mener à bien le programme d'extrême droite qui a échoué lors de son premier mandat. Il ne s'agit pas d'une répétition du passé : c'est une étape supérieure

du même projet, qui bénéficie d'un soutien accru de l'establishment et de la bourgeoisie, d'un programme plus systématique et d'une base sociale plus cohésive et mobilisée. Cependant, son offensive est un stimulant social qui suscite la résistance et exacerbe la polarisation et la radicalisation.

PRODUIT DE LA CRISE MONDIALE, CATALYSEUR DU DÉSORDRE MONDIAL

La montée de Trump est indissociable de la crise systémique mondiale du capitalisme qui a éclaté en 2008 et qui est aujourd'hui dans l'impasse. La montée mondiale de l'extrême droite représente le désespoir de la bourgeoisie pour retrouver la rentabilité perdue, et sa disposition à recourir à la guerre, à l'autoritarisme et même au fascisme pour y parvenir. Trump est le produit de ce phénomène, que sa victoire renforce à son tour.

Cependant, ce désespoir exacerbe également la concurrence interimpérialiste et le conflit croissant

entre les puissances, quelle que soit l'orientation politique de leurs gouvernements. Le protectionnisme nationaliste de Trump, avec son slogan « America first », et sa cascade de droits de douane reflètent cette dynamique, qui a déjà mis fin au « nouvel ordre mondial » de mondialisation et de libre-échange proclamé par l'impérialisme occidental après la chute de l'URSS.

Avec ce revirement, le nouveau gouvernement cherche à construire une nouvelle configuration impérialiste qui permette à la bourgeoisie américaine de s'accaparer une plus grande part de la plus-value mondiale aux dépens des autres.

Sur le front intérieur, il entend imposer un niveau d'exploitation qualitativement supérieur, ce qui implique de déclencher une guerre ouverte contre la classe ouvrière nationale, pour laquelle il a également besoin d'un appareil de répression et d'oppression plus fort et plus autoritaire.

VIRAGE RÉACTIONNAIRE ACCENTUÉ DE LA BOURGEOISIE

Lorsque Trump a remporté les élections en 2016, il a été accueilli avec méfiance par une grande partie de la classe dominante. Il a été confronté à d'énormes mobilisations contre lui et n'a pas réussi à mettre en œuvre bon nombre de ses initiatives. Il a été battu en 2020 et sanctionné par des secteurs de l'establishment à travers de multiples poursuites judiciaires. Cependant, il a consolidé une base sociale radicalisée, tandis que les partis traditionnels continuaient de s'affaiblir.

Mais le gouvernement démocrate de Biden qui lui a succédé a été une déception catastrophique. Il a maintenu les réductions d'impôts pour les riches et la politique migratoire désastreuse de Trump. Il s'est aliéné la classe ouvrière en réprimant ses grèves et a montré le visage le plus belliqueux et cruel de l'impérialisme.

Sa complicité flagrante avec le génocide sioniste à Gaza, ainsi que la répression des étudiants solidaires de la Palestine, ont fini par briser les illusions que des figures telles que Bernie Sanders et les Socialistes démocrates d'Amérique avaient suscitées. La désillusion qui en a résulté chez des millions de personnes a facilité le retour de Trump, qui a cette fois pris le pouvoir avec le soutien direct d'une partie importante de la classe dominante et l'appui de l'ensemble de l'establishment.

Le secteur capitaliste des grandes technologies est devenu son principal soutien. Le reste de la bourgeoisie américaine, sans être convaincu par le projet de Trump, a perdu toute confiance dans le système précédent et se montre disposé, pour l'instant, à voir comment cela se passe.



Contrairement à son premier mandat, le Parti républicain est désormais rangé derrière le président, et les démocrates ont décidé de ne pas s'opposer à lui. Ayant également obtenu la majorité dans les deux chambres du Congrès et une Cour suprême de droite, Trump a pris ses fonctions avec une confiance débordante.

GUERRE OUVERTE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE

Fort de cette confiance, Trump a lancé une offensive généralisée contre la classe ouvrière. Son programme gouvernemental vise à démanteler ce qui reste de l'« État social » états-unien, à mettre en œuvre des mesures d'austérité gigantesques et à donner carte blanche au capital pour approfondir l'exploitation au maximum.

Le budget 2025 propose une réduction brutale des dépenses sociales tout en maintenant les exonérations fiscales pour les riches et les entreprises, dévoilant ainsi la feuille de route d'un transfert et d'une concentration monstrueux des richesses.

Quelques mois après son entrée en fonction, l'administration a suspendu les rares programmes d'aide

sociale qui subsistaient depuis la pandémie, tout en poursuivant les licenciements massifs au sein de l'appareil d'État, dans le but de supprimer des agences entières qui remplissent des fonctions essentielles dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la réglementation du travail, de l'environnement et du logement. Le processus de démantèlement du ministère de l'Éducation a déjà commencé et une réduction sévère de la sécurité sociale, de Medicaid et de Medicare (retraites et santé publique pour les retraités et les pauvres) est en préparation, sous prétexte de « réduire les dépenses », ce qui affectera des millions de personnes qui dépendent de ces programmes pour survivre.

Parallèlement, le gouvernement a intensifié son programme de déréglementation. Outre la suppression des protections environnementales, les normes de



sécurité au travail ont été assouplies et la surveillance des entreprises a été allégée, ce qui favorise des conditions plus précaires et plus risquées pour les travailleurs.

Les syndicats sont directement visés : on cherche à restreindre leurs fonctions, à limiter leur financement et à faciliter le licenciement des travailleurs syndiqués dans le secteur public. Les tentatives d'organisation syndicale dans des entreprises telles qu'Amazon, Starbucks et d'autres sont combattues par des licenciements, des poursuites judiciaires et des obstacles juridiques.

Bien que Trump présente son protectionnisme commercial comme une défense du « travailleur américain », toutes ses mesures frappent le niveau de vie des travailleurs. L'augmentation des droits de douane ne profite pas aux travailleurs industriels, mais à la bourgeoisie américaine par rapport à ses concurrents internationaux. La majorité en paie le prix avec une inflation qui touche particulièrement les plus pauvres, en augmentant les prix des produits de base tels que les denrées alimentaires, les vêtements, les appareils

électroménagers et les médicaments.

INTENSIFICATION DE L'OPPRESSION

Trump a relancé et durci sa politique anti-immigrés. Les expulsions se sont intensifiées, les rafles massives ont repris et le mur à la frontière avec le Mexique a été renforcé. La criminalisation de l'immigration, combinée à la militarisation de la frontière, a entraîné une augmentation des décès et des détentions arbitraires.

Les menaces permanentes d'expulsion de tous les sans-papiers visent à maintenir des millions de travailleurs dans une incertitude et une peur désespérées. Il en va de même pour les expulsions vers les camps de concentration de Bukele et le refus d'obéir à l'ordre de la Cour suprême de rapatrier un homme qui y avait été envoyé par erreur administrative.

L'attaque contre les droits des femmes et des personnes LGBTQ+ est également au cœur du programme de la droite. Le verdict Dobbs contre Roe vs. Wade a supprimé le droit à l'avortement dans plusieurs États. Loin de garantir son accès, le gouvernement fédéral a maintenu une position ambiguë qui encourage les secteurs les plus rétrogrades.

En outre, les campagnes contre la communauté transgenre se sont intensifiées, avec des lois interdisant l'accès aux traitements médicaux, la participation aux sports et l'éducation sur l'identité de genre dans les écoles. Dans plusieurs États, la criminalisation des parents et des médecins qui soutiennent la transition des mineurs transgenres est en cours.

ATTAQUE CONTRE LES DROITS DÉMOCRATIQUES

Trump poursuit également le démantèlement des mécanismes démocratiques déjà limités du régime bourgeois, dans une offensive contre le droit de vote, la liberté de la presse et la liberté de manifestation. Le discours sur la fraude électorale, répété depuis 2020, a servi à justifier de nouvelles restrictions au droit de vote, en particulier pour les communautés noires, latinos et les jeunes. Les lois sur l'identification des électeurs, les purges des listes électorales et la manipulation des circonscriptions électorales se sont multipliées sous les gouvernements étatiques républicains, avec l'aval de la Maison Blanche.

Les journalistes et les militants sont poursuivis en justice. Et des lois criminalisant les piquets de grève, les barrages routiers et les occupations ont été adoptées, dans le but de démobiliser et d'éliminer toute forme de résistance.

La répression contre les étudiants solidaires de la

Palestine a atteint un nouveau niveau. Dans des universités telles que Harvard, Columbia ou UCLA, les recteurs, sous la pression des législateurs républicains et des donateurs millionnaires, ont interdit les manifestations, persécuté les militants et démantelé les organisations étudiantes. Des expulsions et des procédures disciplinaires ont eu lieu, et le financement d'institutions telles que Harvard a été retiré pour ne pas s'être alignées sur la politique du gouvernement.

Ce niveau de censure est sans précédent depuis la période du maccarthyisme et vise à briser le mouvement universitaire croissant qui relie la lutte contre le génocide à Gaza à une critique plus générale de l'impérialisme états-unien.

Un fait particulièrement grave est l'arrestation d'activistes migrants à des fins politiques. L'étudiante et militante pro-palestinienne Rumeysa Öztürk a été enlevée dans la rue par des agents en civil en représailles à son activisme ; Mohsen Mahdawi, militant palestinien, a été trompé et piégé lors d'un présumé entretien pour obtenir la citoyenneté américaine, où il a été arrêté.

L'appareil répressif a également été renforcé. La police a reçu des fonds supplémentaires, une formation militaire et une protection judiciaire, tandis que toute forme de protestation est criminalisée.

RÉGIME AUTORITAIRE ET BASE SOCIALE RÉACTIONNAIRE

L'objectif ultime du projet de Trump est d'imposer un bond en avant dans l'exploitation des travailleurs et les profits des capitalistes par l'austérité, la déréglementation et la suppression des droits du travail.

Cependant, en portant préjudice à l'immense majorité de la population, il est inévitable que cela génère du malaise, de l'opposition et de la résistance. C'est pourquoi une partie intrinsèque du projet consiste à transformer le régime en un régime plus autoritaire et répressif capable d'écraser toute résistance, et à consolider une base sociale réactionnaire qui soutienne et défende le projet à la base.

Le gouvernement poursuit la transformation autoritaire du régime, en concentrant au maximum le pouvoir entre les mains de l'exécutif, en réduisant au minimum les contrepoids institutionnels, en discrépitant les pouvoirs judiciaire et législatif et en s'appuyant sur les forces répressives et les organisations paramilitaires violentes.

Depuis le début de son mandat, Trump a cherché à gouverner par décret, entouré d'une cour de fidèles et sans tolérance pour la dissidence. Il a pourvu les

postes clés avec des cadres issus du Projet 2025, le plan stratégique de la Heritage Foundation. Ceux-ci poussent à une purge de l'appareil d'État, à la suppression des agences indépendantes, à l'utilisation du ministère de la Justice comme outil partisan et au contrôle politique de secteurs tels que l'éducation, la santé et la communication.

Cet autoritarisme s'appuie sur une base sociale



réactionnaire, nationaliste et mobilisée. La « guerre culturelle » contre le féminisme, la diversité sexuelle, les immigrés, les noirs, les musulmans et la gauche joue un rôle central : créer un ennemi intérieur, rassembler une base conservatrice parmi les travailleurs et les pauvres blancs et justifier la répression.

Le trumpisme fonctionne comme un laboratoire proto-fasciste, où l'on expérimente de nouvelles formes de contrôle social, de censure idéologique et de légitimation de la violence politique. Bien qu'il serait inexact d'assimiler ses objectifs au fascisme du siècle dernier, il est certain que la démocratie bourgeoise, déjà restreinte, est en train d'être remplacée par un régime de nature plus bonapartiste. Cependant, l'issue de cette expérience se jouera sur le terrain de la lutte des classes, et malgré la confiance qu'ils affichent, Trump et Musk n'ont pas l'avenir aussi facile qu'ils le pensent.

INSTABILITÉ, POLARISATION ET LUTTE DES CLASSES

Après avoir promis une solution économique immédiate, Trump évoque désormais des difficultés nécessaires avant une amélioration, alors que l'inflation augmente et qu'une nouvelle récession se profile.

L'offensive tarifaire s'est rapidement enlisée dans une confusion de déclarations, d'annulations, de négociations et de revirements, générant une incertitude qui a effrayé les investisseurs et fait plonger la



LE PARTI DÉMOCRATE ET LES TÂCHES RÉVOLUTIONNAIRES

Loin d'offrir une véritable opposition, les démocrates ont agi comme complices du nouveau gouvernement, optant pour la collaboration ou le silence face à l'offensive réactionnaire. Ils ne freinent pas les lois réactionnaires, n'encouragent pas la mobilisation et canalisent le mouvement « Hands Off » vers le chantage électoral du « moindre mal ». Il ne peut en être autrement ; c'est l'autre visage de la classe dominante américaine, un parti aussi capitaliste et impérialiste que le Parti républicain.

Des figures telles que Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez réapparaissent dans des rassemblements massifs organisés pour préparer le terrain en vue de 2028 et contenir le mécontentement au sein de la « grande tente » démocrate, alimentant des illusions de réforme de l'intérieur. Cette stratégie ne fait que répéter le cycle de frustration et de démotivation, canalisant la colère sociale vers une impasse.

Il faut tout le contraire : impulsions la mobilisation pour faire face à l'offensive réactionnaire dans les rues et construire une alternative politique des travailleurs, indépendante de la bourgeoisie.

Les révolutionnaires ont un rôle clé à jouer dans ces tâches. Cependant, la tâche fondamentale, dont dépend notre capacité à influencer les luttes et à construire une alternative politique, est la reconstruction d'un parti révolutionnaire. Il existe une réelle possibilité d'avancer dans cet objectif, mais cela n'est possible qu'avec le regroupement des révolutionnaires aujourd'hui dispersés dans diverses organisations, une organisation internationale et une intervention dans les luttes pour organiser les milliers de militants en cours de radicalisation.

C'est une tâche immédiate, pas un projet pour l'avenir. Le processus actuel de polarisation et de radicalisation offre une opportunité qui n'est pas éternelle ; les luttes des prochains mois et des prochaines années vont se définir d'un côté ou de l'autre. Nous, socialistes révolutionnaires, pouvons saisir ou gaspiller l'opportunité d'organiser les travailleurs et les jeunes radicalisés aujourd'hui. Les perspectives pour la classe ouvrière ne seront pas encourageantes si les réformistes et les néostalinistes se développent davantage que les révolutionnaires dans ce processus.

La Ligue internationale socialiste travaille activement à cet objectif, dans le cadre d'un processus de discussion, de coordination et de regroupement avec d'autres organisations et militants révolutionnaires.

La débâcle capitaliste est d'une telle ampleur que les marges dont disposait la bourgeoisie pour maintenir sa domination avec des régimes démocratiques se réduisent. Cela se traduit par le soutien de la bourgeoisie à l'extrême droite, Trump en tête. La crise économique non résolue depuis 2008 trouve ses dérivés dans les régimes, ce qui implique un changement important du point de vue de la politique de la bourgeoisie impérialiste des pays occidentaux qui, depuis la Seconde Guerre mondiale, a développé et privilégié des régimes démocratiques bourgeois fondés sur la super-exploitation par tous les moyens des semi-colonies.

LA DÉMOCRATIE A PERDU SON UTILITÉ

La dictature de la bourgeoisie a connu différents régimes depuis le début du capitalisme. Parfois, elle a eu recours à des « démocraties », parfois à des régimes autoritaires. Cette réalité dans les pays impérialistes était biaisée, car le régime démocratique était utilisé comme politique dans les pays mêmes et comme propagande politique à l'étranger. Mais à partir de 2008, l'attaque du capitalisme impérialiste, qui se concentrat principalement sur la périphérie, s'est également intensifiée dans leurs pays respectifs et, comme on pouvait s'y attendre, cette attaque s'est heurtée à une résistance que la bourgeoisie n'a pas la marge de tolérer. En conséquence, la politique économique s'est accompagnée parallèlement d'une augmentation qualitative des politiques répressives à l'intérieur et à l'extérieur.

C'est ainsi que nous avons assisté à un recul de tous les droits démocratiques. **Un concept qui n'est pas le même que la démocratie bourgeoise. Puisque les droits démocratiques sont des conquêtes des masses que la bourgeoisie, lorsqu'elle utilise la dictature démocratique bourgeoise, semble tolérer.**

C'est ainsi que, par exemple, les régimes

La démocratie en CRISE

PAR CÉSAR LATORRE



démocratiques bourgeois ne tolèrent plus des droits tels que **l'autodétermination** : l'État espagnol avec la Catalogne en 2017 ; le **droit au principe démocratique de la majorité** : trahison du référendum en Grèce (2015) ; le **droit à la liberté de pensée** : interdiction de livres dans les écoles (2024) aux États-Unis ; le **droit à la manifestation** : expulsion d'élèves pour avoir manifesté en faveur de la Palestine (2024) États-Unis, Australie, etc. ; **droit de grève** : enseignants en Allemagne (2018) ; **droit à un procès équitable** : expulsions aux États-Unis (2025) ; **droit à la liberté d'expression** : procès d'Alejandro Bodart pour avoir tweeté en faveur du peuple palestinien en Argentine (2024/2025) et la liste est encore longue.

Le fait est que, **objectivement, les libertés démocratiques se heurtent de front à la nécessité de coupes budgétaires de la bourgeoisie.**

LA DÉMOCRATIE EST UNE DÉCEPTION

Parallèlement, cette nouvelle situation a trouvé différentes directions à la tête des pays qui, au-delà des nuances et des rythmes, ont appliqué les ajustements économiques, ce qui a entraîné une usure politique, tant de la part de la droite traditionnelle que des réformistes qui avaient suscité de nombreuses

attentes lors du premier virage politique de masse après la crise de 2008. **Mais aussi de la démocratie en tant que régime**, et c'est pourquoi des processus tels que les gilets jaunes ont émergé en dehors des canaux institutionnels du régime démocratique bourgeois.

En même temps, comme nous l'avons dit plus haut, les **défenseurs de la radicalisation de la démocratie ont fini par bafouer les droits démocratiques** : *Syriza* a été chargé d'agir contre ce que le peuple avait voté (Varufakis, qui avait alors démissionné de son poste de ministre de l'Économie « pour faciliter les négociations » sur ce que les Grecs avaient voté de ne pas accepter, est maintenant au service du capital en tant que théoricien pseudo-marxiste de la conciliation des classes). « *Podemos* » n'a pas soutenu le droit à l'autodétermination catalane et *le socialisme du XXIe siècle de Chávez* a débouché sur une dictature, etc.

Ces faits font également partie intégrante des facteurs qui expliquent le soutien de larges secteurs sociaux aux variantes d'extrême droite et qui profitent de cet espace pour remettre en question les droits démocratiques.

LE MAL CONGÉNITAL DE LA DÉMOCRATIE

Depuis qu'Aristote a forgé le concept de démocratie, il l'a fait sur la base d'un système esclavagiste ; ce qui, en réalité, impliquait un euphémisme utilisé selon les convenances de la classe dominante. C'est aussi pour cette raison qu'il existe une certaine élasticité et confusion dans sa signification.

Dans la transition du féodalisme au capitalisme, la « démocratie » était pour la bourgeoisie une arme contre la noblesse, mais le régime de la république démocratique n'était réservé, à l'aube du capitalisme, qu'aux pays « civilisés ». En réalité, l'arbre fleuri de la démocratie s'est installé et s'est nourri des racines sombres du colonialisme, du racisme, de l'esclavage et de la répression la plus sauvage dans le reste du monde.

Il est également important de mentionner que **la Commune de Paris et surtout la Révolution russe ont développé dans leurs premières étapes une démocratie réelle jamais vue auparavant, puisque la participation politique et les décisions étaient prises par la masse mobilisée, ce qui a permis de fonder sur des données empiriques la relation indéfectible qui existe entre le mode de production et la démocratie comprise comme le gouvernement de la majorité**.

LA DÉMOCRATIE COMME POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

D'une part, la « démocratie bourgeoise » a indéniablement joué un rôle de contention politique de la classe ouvrière et de son intégration subordonnée à l'État capitaliste. En ce sens, l'égalité supposée et formelle de la possibilité de voter et d'avoir des représentants a légitimé des gouvernements serviles de la minorité exploiteuse qui s'appuyaient sur l'inégalité économique et sociale. De même, les « démocraties les plus stables » n'ont été maintenues dans les pays impérialistes que sur la base de la soumission des autres. **Trotsky lui-même, analysant le phénomène, en est venu à dire que** « la démocratie [bourgeoise] est la forme de gouvernement la plus aristocratique, seuls les pays du monde qui ont des esclaves sont capables de conserver la démocratie »

D'autre part, ces mêmes pays dont Trotsky nous parlait sont ceux qui, pour gagner puis conserver leur rôle impérial, **se sont servis de la démocratie comme valeur politique**. D'abord contre le fascisme et le nazisme. Puis contre les autoritarismes staliniens pendant la guerre froide. Après cela, contre le fanatisme religieux et les terroristes. Même les États-Unis avaient utilisé la valeur de la démocratie jusqu'à il y a quelques mois contre la Russie, la Chine, la Corée du Nord, etc. En fait, *le génocidaire Joe* a osé l'utiliser pour justifier le massacre des Palestiniens en soutenant que c'était un devoir de défendre la seule démocratie au Moyen-Orient.

En résumé : l'idée même de démocratie en tant que gouvernement des majorités est incompatible avec le capitalisme, qui n'est rien d'autre qu'une oligarchie exploitant et opprimant d'innombrables majorités.

REVERS IDÉOLOGIQUE ET CONTRADICTIONS

La théorie des Lumières sur la démocratie, dont la bourgeoisie s'est servie contre la noblesse, se heurte aux besoins actuels de la classe dominante. C'est pourquoi l'idéologie de l'extrême droite doit détruire jusqu'aux moindres vestiges des droits démocratiques que la bourgeoisie tolérait dans le cadre du régime démocratique bourgeois.

C'est pour ces raisons que ses théoriciens remettent en question les fondements mêmes de la philosophie des Lumières et soutiennent que la liberté est incompatible avec la démocratie, qu'ils soutiennent toutes sortes d'idéologies réactionnaires et qu'ils affirment qu'elles sont l'antithèse de l'illuminisme, comme Nick

Land a intitulé son essai « l'illumination obscure ».

Cependant, il ne sera pas facile de jeter par-dessus bord la politique des 80 dernières années comme si elle n'avait jamais existé. Briser l'indépendance des pouvoirs, emprisonner les dirigeants de l'opposition, expulser des gens sans jugement, interdire la critique, tout cela se heurtera à la résistance des classes moyennes qui défendent ces valeurs, ainsi que des plus exploités qui, en plus, subissent immédiatement les conséquences économiques.

La seule façon de stabiliser une telle situation est d'apporter des améliorations matérielles concrètes à des majorités importantes dans le temps, ce qui, en raison de la crise économique, ne semble pas a priori être l'hypothèse la plus probable.

En outre, l'impérialisme occidental est confronté à un autre problème politique dans une hypothétique confrontation plus directe avec les impérialismes régionaux. Contrairement à ce qui s'est passé depuis la Seconde Guerre mondiale, ils n'auraient pas d'axe politique suffisamment attractif pour rassembler la population derrière eux.

DICTATURE DES MONOPOLIES OU RÉGIMES À PARTI UNIQUE?

Voici ce que les camps impérialistes ont à nous offrir.

S'il y a quelque chose qui a changé par rapport à la période précédente, c'est que les principaux impérialismes veulent se débarrasser des droits démocratiques limités qui existent. Et à cet égard, il est également intéressant d'analyser une autre cause profonde : depuis la chute du mur de Berlin, la thèse sur laquelle se fondent les bureaucraties des capitalismes d'État et leurs alliés est que la meilleure façon de se maintenir est de réprimer, de réprimer davantage et de réprimer plus sévèrement. Le Parti communiste chinois l'a expérimenté avec succès à Tiananmen et est pratiquement devenu un exemple à suivre. C'est ainsi que Poutine, Maduro, Correa, Loukachenko ou le Kazakhstan, entre autres, ont appliqué avec succès le modèle du parti unique et de la répression féroce, renforçant ainsi cette politique. Il est également important de préciser que cela a été possible parce qu'il n'y a pas de direction révolutionnaire suffisamment influente.

D'autre part, les capitalistes les plus riches du monde, qui sont de véritables gangsters de la « concurrence capitaliste » et de rigoureux dictateurs au sein de leurs entreprises, se présentent comme

le modèle de réussite de l'Occident et prétendent transférer leur forme d'organisation d'entreprise à l'État et au monde.

Ainsi, nous constatons que le modèle démocratique bourgeois n'a plus de références, ne laissant que la lutte pour les droits démocratiques pratiquement entre les mains des révolutionnaires.

DÉMOCRATIE OUVRIÈRE OU FASCISME CAPITALISTE

La vieille dichotomie socialisme ou barbarie pourrait se refléter dans le sous-titre de cette section. La crise actuelle développe ses contradictions à des niveaux plus cruels.

La bourgeoisie voit ses marges de manœuvre pour la dictature démocratique se rétrécir. L'**une des issues possibles à la crise est de vaincre physiquement la classe ouvrière et sa résistance**. Pour ce faire, ils ont besoin d'un régime répressif jusqu'à la moelle, car il devient indispensable pour eux de conduire l'ensemble de la classe ouvrière vers un système d'exploitation plus proche de l'esclavage, similaire aux camps de concentration nazis avec travail forcé ou aux modèles de « lit chaud » chinois.

Pour l'instant, alors que nous écrivons cette note, d'énormes mobilisations pour les droits démocratiques ont lieu aux États-Unis - et dans d'autres pays - contre Donald Trump et Elon Musk avec le slogan « Hands off... » (enlevez vos mains...). Ceci, ainsi que des vidéos de personnes se filmant en train de détruire des voitures TESLA, montrent que ce n'est pas une tâche facile à accomplir.

À son tour, un retour à l'État-providence sur le plan économique et à la démocratie sur le plan politique, comme le proposent les options de la gauche défaite et adaptée au système, est irréalisable et donc utopique. Ceux qui promettent ou disent se battre pour une démocratie plus radicalisée nous mènent dans une impasse.

La seule véritable alternative aux politiques impérialistes est une issue révolutionnaire qui détruise cet État et sa démocratie fantaisiste. La seule forme de démocratie réelle est liée à l'égalité sociale en matière de moyens de production, ce qui n'est possible que sous un gouvernement des travailleurs où la participation réelle à la prise de décision et à l'orientation économique et politique est dictée par les majorités.

Prenons en main la défense des droits démocratiques qui, dans un monde où les riches veulent les éliminer, seront un puissant levier pour la révolution prolétarienne.

Un PARCOURS HISTORICO-POLITIQUE à travers L'IDÉOLOGIE de la BARBARIE.



CELE FIERRO ET VIKI CALDERA

Nous vivons à une époque où la post-vérité, les fausses nouvelles et les créations de l'IA se mêlent à la réalité. C'est pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, il est essentiel de retrouver les analyses marxistes des phénomènes historiques, pour comprendre, expliquer et agir dans notre réalité.

L'extrême droite établit un lien entre le nazisme et le socialisme - en se basant sur le nom du parti d'Hitler - ou affirme que Mussolini était socialiste en raison de son bref passage au PSI. Ils tentent ainsi de nier que les seuls héritiers des fascistes du XXe siècle sont eux-mêmes et que la seule idée politique qui les affronte de manière conséquente et peut les vaincre est le socialisme internationaliste. Voyons comment le fascisme est né et s'est développé au cours du siècle dernier.

CHRONOLOGIE DE L'HORREUR

Le terme « fasciste » a été utilisé pour la première fois en Italie, à partir de la formation des « faisceaux de combat»¹ en 1919. En 1921,

ils sont devenus le Parti national fasciste, qui a été le seul parti légal pendant la dictature de Mussolini entre 1922 et 1943.

En Allemagne, la Deutsche Arbeiterpartei (Parti ouvrier allemand) est fondée en 1919. D'extrême droite, nationaliste et raciste, il est dirigé par Hitler. En 1920, il change de nom pour devenir le Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (Parti national-socialiste des travailleurs allemands)². Les « Chemises brunes» ou SA et les SS étaient les forces de choc du parti nazi, qui devient le seul parti légal après la prise du pouvoir par Hitler en 1933.

En 1923, Primo de Rivera a mené un coup d'État en Espagne qui a duré jusqu'en 1930. Selon Trotsky, il ne s'agissait pas d'un régime fasciste, car il ne s'appuyait pas sur la réaction des masses petites-bourgeoises³. Mais après sa chute et face à l'incapacité du PC à proposer une issue révolutionnaire, des organisations fascistes ne tardèrent pas à se créer et fusionnèrent en 1934 pour former le parti Falange Espanola. La Falange était aux ordres de Franco

pendant la guerre civile et fut la seule formation légale après la prise du pouvoir en 1939.

LE MONDE DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

La coïncidence temporelle de ces phénomènes n'est pas fortuite, mais le produit de la réalité objective que vivait le monde au début du siècle dernier. C'est dans les conséquences provoquées par la Première Guerre mondiale que l'on peut trouver les explications de l'émergence du fascisme au niveau mondial.

LA GRANDE GUERRE

Selon Lénine, la Première Guerre mondiale était «dans un triple sens, une guerre d'esclavagistes pour la consolidation de l'esclavage»⁴. Il voulait dire par là que les grandes puissances mondiales s'affrontaient militairement pour atteindre un triple objectif: un nouveau partage des colonies, le renforcement de l'oppression d'autres nations et l'écrasement du mouvement ouvrier. La crise économique qui s'ensuivit rendit la vie insupportable pour un grand nombre de personnes dans le monde, en particulier dans les pays centraux épuisés par la guerre et plus encore en Allemagne que les conditions extrêmement dures imposées par le traité de Versailles la plongèrent dans la misère.

Cependant, les contradictions qui ont conduit à la guerre n'ont pas été résolues. L'Angleterre est sortie victorieuse, mais ne pouvait pas continuer à maintenir sa position hégémonique. De leur côté, les États-Unis sont sortis renforcés: les *heureuses années 20* ont été une période de prospérité et de gaspillage réservée aux secteurs les plus privilégiés de la population américaine. Mais le krach de 1929 a mis en évidence que la crise économique et sociale et le conflit interimpérialiste n'avaient pas été résolus. La Grande Dépression qui a suivi a plongé de larges masses dans la misère pendant une décennie.

LA RÉPONSE OUVRIÈRE ET POPULAIRE

Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Lénine affirme que nous entrons dans une nouvelle ère du capitalisme (sa phase monopoliste) qui sera marquée par des **crises, des guerres et des révoltes**. Comme on le voit plus haut, il a parfaitement réussi sa prévision des crises et des guerres. Et comme nous le verrons maintenant dans celui des révoltes aussi. Car pendant la guerre elle-même et dans les années

qui l'ont précédée, de grands soulèvements révolutionnaires ont eu lieu⁵. Cependant, la défaite des révoltes en Allemagne et en Italie, la trahison stalinienne du processus allemand et de la guerre civile espagnole, combinée à la situation de crise décrite ci-dessus, permettent d'expliquer le renforcement du fascisme et l'arrivée d'une nouvelle guerre mondiale.

LA CONCLUSION

Nous pouvons donc dire que le fascisme a été l'instrument utilisé par les capitalistes pour empêcher que le malaise des travailleurs et des secteurs populaires, provoqué par la guerre et les crises, ne s'oriente vers le socialisme. Ce n'était pas la première option, ils ont d'abord essayé avec les partis réformistes et les dirigeants syndicaux traîtres, et quand cela ne leur a plus suffi, ils ont parié sur la confrontation directe. En d'autres termes, ils ont institutionnalisé la persécution et l'anéantissement des travailleurs et de leurs organisations, par le biais de régimes antidémocratiques, autoritaires et sans aucune liberté, comme moyen de résoudre la crise du capitalisme *impérialiste*.



De gauche à droite, les corps des fascistes: Nicola Bombacci, Benito Mussolini, Claretta Petacci, Alessandro Pavolini et Achille Starace exposés sur la place Loreto à Milan en 1945.

Selon Trotsky: « *le fascisme au pouvoir n'est rien moins que le gouvernement de la petite bourgeoisie. Au contraire, c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopoliste. (...) C'est le capital monopoliste qui lui fixe ses tâches. La concentration forcée de toutes les forces et moyens du peuple dans l'intérêt de l'impérialisme* ».⁶

ON AURAIT PU L'ÉVITER

Le triomphe du fascisme n'était pas inévitable, mais la conséquence de la combinaison de tous les facteurs mentionnés ci-dessus, avec une politique néfaste de la direction de la Troisième Internationale et de l'URSS, toutes deux aux mains de Staline et de ses acolytes.

En 1938, Trotsky écrivait: « *Vous allez me demander comment expliquer que le gouvernement soviétique, issu de la révolution d'Octobre, extermine en Espagne le mouvement révolutionnaire. La réponse est simple : une nouvelle caste bureaucratique privilégiée, très conservatrice, cupide et tyannique, est parvenue à s'élever au-dessus des soviets. La bureaucratie n'a pas confiance dans les masses : elle en a peur.* »⁷ C'est là que réside

l'explication fondamentale de la raison pour laquelle la Troisième Internationale n'a pas réussi à le vaincre, bien qu'elle ait eu une politique à cette fin depuis les années 1920.

Nous disons cela parce que sous la direction des bolcheviks et avec des partis importants en Europe occidentale, l'Internationale communiste a commencé à analyser le nouveau phénomène du fascisme dès le début des années 1920 et à élaborer des lignes d'action pour y faire face bien avant que ceux-ci ne prennent le pouvoir politique dans plusieurs pays. Et ces réflexions ont été reflétées dans les Thèses du Congrès de 1922 sur l'unité de front, qui disaient : « Une des tâches les plus importantes des Partis Communistes est d'organiser la résistance au fascisme international, de se mettre à la tête de tout le prolétariat dans la lutte contre les bandes fascistes et d'appliquer énergiquement sur ce terrain aussi la tactique du front unique ».⁸

Cette tactique consistait à unir toutes les forces ouvrières dans la lutte, en participant et en encourageant des actions unitaires avec les partis réformistes et en maintenant l'indépendance politique des révolutionnaires, de manière à disputer le mouvement ouvrier à ces directions.

Après la mort de Lénine et la persécution de Trotsky, le stalinisme s'est approprié la direction de l'URSS et de l'Internationale, adoptant à partir de 1928 une politique absolument erronée connue sous le nom de « *troisième période* » et consistant en un virage absurdement sectaire.⁹

De ce crime historique est né non seulement le triomphe du fascisme, mais aussi la Seconde Guerre mondiale. Après ce désastre, le stalinisme a pris un autre virage politique en encourageant les fronts populaires, c'est-à-dire l'unité politique avec les forces réformistes et bourgeoises.¹⁰

LA TRAGÉDIE ET LA FARCE

Marx disait que la réalité se répète, d'abord comme une tragédie, puis comme une farce. Nous osons le paraphraser dans cet article pour soutenir une hypothèse: l'extrême droite actuelle est la tentative de répétition de la tragédie fasciste que nous avons décrite précédemment. Et bien que leurs régimes ne soient pas encore fascistes, ils tentent d'y aller. Le régime de Netanyahu peut être considéré comme le but final.

QUE SONT-ILS?

Pour aider à la compréhension de cette hypothèse, il est utile de rappeler les définitions de Clara Zetkin¹¹, qui en 1923 a tracé une analyse très précise du fascisme.

Dans son rapport, elle a défini le fascisme non pas comme une réaction de la bourgeoisie face à la montée du mouvement ouvrier, mais comme la conséquence de cette montée qui n'a pas permis d'étendre la révolution russe. Elle a également expliqué que sa composition sociale le distingue des autres formes contre-révolutionnaires, car il ne s'agit pas d'une caste petite et exclusive, mais de larges masses qui vont jusqu'au prolétariat.

Quant à ses origines, il comprend qu'elles sont, d'une part, l'expression de la désintégration et du déclin économique capitaliste et le symptôme de la dissolution de l'État bourgeois. Et d'autre part, la conséquence du retard de la révolution mondiale, produit de l'attitude traîtresse des dirigeants réformistes qui ont désillusionné de grandes

masses en leur faisant perdre la foi, non seulement dans les dirigeants réformistes, mais aussi dans le socialisme et dans leur propre classe. Le fascisme parvient à capter l'attention de ces masses en utilisant de manière démagogique un programme de sortie qui répond à leurs demandes et sait les interpréter. Cependant, lorsqu'ils arrivent au pouvoir, ils ne tiennent aucun de leurs engagements sociaux et provoquent de lourdes défaites aux revendications.

En prenant ces définitions, nous pouvons lire l'extrême droite actuelle. Voyons d'abord le problème de l'origine: s'il existe des Trump, Meloni, Milei, Orban et autres dans le monde, c'est parce que la bourgeoisie n'a pas réussi à résoudre la profonde crise systémique du capitalisme impérialiste qui nous frappe depuis 2008. Au début de cette crise, le rôle de soutien du système était assuré par les partis traditionnels et leurs régimes. Cela a provoqué d'énormes remises en question sociales et la recherche d'alternatives, qui s'est d'abord orientée vers la gauche. Mais ce qu'ils ont trouvé, ce sont des forces réformistes qui, dans le meilleur des cas, n'ont pris que quelques mesures partielles et qui, en général, ont appliqué les ajustements brutaux exigés par l'impérialisme, trahissant le mandat populaire. Cette déception, ajoutée à l'échec des anciennes structures politiques, a provoqué une nouvelle recherche, cette fois-ci à droite. Une fois de plus, comme dans les années 1920, la combinaison de la crise, de la misère et de la déception des masses nous offre la possibilité d'une résurgence du fascisme.

Si les définitions de Zetkin concernant leur origine s'appliquent, elles sont tout aussi pertinentes en ce qui concerne leur composition sociale. Il ne s'agit pas de la représentation de petites élites, mais de secteurs plus larges de la société qui obtiennent des réponses démagogiques, qui promettent de résoudre ce que la vieille politique n'a pas pu. Une fois de plus, ils parviennent à séduire un secteur désenchanté par tout.

Lors de leur émergence, ces extrêmes-droites n'étaient pas la première option du capitalisme impérialiste, qui a tenté de faire en sorte que la mission d'exploiter de plus en plus de travailleurs à l'échelle planétaire pour extraire plus de plus-value soit accomplie par les forces politiques traditionnelles, les organisations réformistes et les syndicats traîtres. Mais, voyant l'échec de tous ces acteurs dans la concrétisation de leur plan, il adopte aujourd'hui l'extrême-droite comme son projet. L'exemple de Trump est très clair à cet égard: alors qu'en 2016, il était un outsider qui n'était même pas soutenu par son propre parti, il bénéficie aujourd'hui d'un énorme soutien politique

et économique de la part de l'establishment.

En ce qui concerne les régimes, il est vrai qu'au début, nous voyons que ces extrêmes droites restent en marge des institutions de la démocratie libérale. Mais cela est de plus en plus remis en question aujourd'hui. Des progrès concrets ont été réalisés vers des régimes plus autoritaires qui restreignent et limitent les libertés démocratiques élémentaires par une répression et une persécution accrues des organisations ouvrières et de la gauche. Cependant, contrairement au siècle dernier, ils n'ont pas encore transformé le soutien de leur base sociale en violence organisée.

Enfin, il y a un élément clé pour comprendre ces phénomènes: la lutte interimpérialiste pour la domination mondiale, de plus en plus exacerbée et acharnée par la politique internationale de Trump qui a bouleversé la donne, remettant en question le cadre juridique et institutionnel construit après la Seconde Guerre mondiale. Et bien que nous ne soyons pas aujourd'hui aux portes d'une Troisième Guerre mondiale, celle-ci est l'une des options pour régler l'équilibre des pouvoirs qui est dans une tension historique.

COMMENT LES AFFRONTER?

L'effort pour parvenir à une définition aussi pertinente et complète que possible de l'extrême droite actuelle n'est pas un exercice académique, c'est une nécessité absolue pour pouvoir définir comment les affronter et les vaincre, et pour cela, il est essentiel d'apprendre des erreurs du passé. Face à la montée du fascisme, le stalinisme a d'abord été sectaire, puis opportuniste, passant de «aucun accord avec les réformistes» - en ce qui concerne l'unité dans la lutte - aux Fronts populaires pour gouverner avec eux. Nous avons déjà vu le prix que les travailleurs ont payé pour cette catastrophe.

Nous pensons qu'à l'heure actuelle, l'unité d'action pour la lutte, avec une indépendance absolue pour dire tout ce que nous pensons, est élémentaire. Le Front unique ouvrier et l'unité d'action dans la rue sont des tactiques à promouvoir et à développer. C'est la condition nécessaire pour affronter l'extrême droite et la vaincre avant qu'elle ne devienne fasciste, et le seul terrain qui s'avère efficace pour cela, c'est la rue. Ce n'est pas par la voie parlementaire que nous parviendrons à affaiblir la bête, les coups les plus importants, nous les portons par la mobilisation, comme ce fut le cas en Argentine le 24 mars, aux États-Unis avec Hands Off, en Allemagne avec les manifestations anti-nazies, etc. Dans la rue, nous

devons frapper d'une seule main, sans cesser d'exprimer nos critiques et nos opinions. C'est la façon non seulement de renforcer le combat, mais aussi de démasquer ceux qui, bien qu'ils disent vouloir les vaincre, ne font pas le nécessaire pour y parvenir. C'est pour cette raison que la politique ultra-gauchiste de la Fraction Trotskiste est si erronée.

Cette unité dans la rue ne peut pas avoir de corrélat politique, pour la simple raison que dans ce domaine, la question est de savoir quel est le projet pour vaincre l'extrême droite et cela ne peut pas être une répétition des frustrations qui lui ont ouvert la porte, c'est pourquoi la solution ne peut pas être la construction de Fronts populaires. Il doit s'agir, au contraire, d'une alternative politique anti-impérialiste,



anticapitaliste et socialiste. Trotsky disait : « *Si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire.* »¹² Aujourd'hui plus que jamais, la tâche des révolutionnaires dans le monde est de construire cette espérance révolutionnaire, une alternative politique qui est la seule à pouvoir s'opposer de manière conséquente à l'extrême droite et remplir le rôle historique que l'heure nous demande: éviter le triomphe du fascisme et développer la révolution socialiste internationale. .

1. Groupe armé dirigé par Mussolini, avec un programme ultranationaliste, anti-neutralité et avec des objectifs expansionnistes. Son activité consistait en l'attaque et la persécution systématique des locaux, des militants et des dirigeants ouvriers et de gauche.
2. En 1923, ils tentent un coup d'État qui échoue et Hitler est condamné à 5 ans de prison, bien qu'il n'ait passé que 8 mois derrière les barreaux. Le procès, où il a bénéficié d'un temps de parole illimité pour se défendre, lui a permis de diffuser ses idées à l'échelle nationale.
3. Trotsky, L. 1930. La crisis revolucionaria madura (extractos de cartas a Andrés Nin). Cette compilation d'extraits n'existe pas en français.
4. Lénine, V. 1915. Le socialisme et la guerre.
5. Pour la première fois dans l'histoire, une révolution socialiste triompha en Russie. (1917). Il y eut également des tentatives révolutionnaires en Hongrie, en Allemagne (1918 et 1923), en Italie (entre 1919 et 1920) et plus tard en Espagne (1936).
6. Trotsky, L. 1933. Qu'est-ce que le national-socialisme?
7. Trotsky, L. 1938. Combattre l'imperialisme pour combattre le facisme.
8. Manifestes, thèses et résolutions du quatrième congrès de l'Internationale communiste. Novembre 1922.
9. Toute tactique unitaire avec le réformisme était rejetée, car il s'agissait de l'autre face du fascisme, encourageant des actions ultra-gauchistes qui les éloignaient des masses ouvrières tout en rapprochant celles-ci de la social-démocratie, face à l'absence d'une politique véritablement révolutionnaire.
10. C'est ce qu'ils ont fait en France en 1935. En Espagne également, où le rôle du stalinisme a été déterminant pour que la guerre civile contre Franco se termine par une dure défaite pour la classe ouvrière et qu'une dictature fasciste s'impose pendant des décennies.
11. Rapport présenté lors de la troisième réunion élargie du Comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) en juin 1923.
12. Trotsky, L. 1930. Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne.

LA VISION MARXISTE de l'innovation capitaliste.

PAR MARTÍN FUENTES



Récemment, les nouvelles droites ont renforcé leurs liens avec le grand capital lié aux nouvelles technologies. L'inclusion d'Elon Musk dans le cabinet trumpiste a sans aucun doute été un événement paradigmique.

La vision réactionnaire de l'utilisation de la technologie dans le capitalisme contemporain suscite d'intenses débats entre les militants et les intellectuels. Le marxisme, en tenant compte de la dimension sociale du phénomène, permet de clarifier certains points de la discussion.

La pandémie de 2020 a bouleversé le monde. Depuis lors, la combinaison de la crise économique et de la polarisation sociale a fait de l'incertitude la nouvelle norme. Pour des millions de jeunes, les espoirs d'un avenir meilleur ont été anéantis lorsqu'ils ont vu que l'aggravation de la crise empêchait l'accès aux droits les plus élémentaires.

Le mécontentement générationnel a alimenté la crise et l'affaiblissement des structures politiques traditionnelles. La frustration provoquée par les dirigeants politiques réformistes a ouvert la voie à la nouvelle droite, qui a su tirer parti de la situation dans la sphère politique et sur les réseaux sociaux. Là où se diffusaient auparavant les causes défendues par les militants du printemps arabe ou le mouvement

féministe, ce sont les discours xénophobes, machistes et haineux qui ont proliféré peu après, profitant de la nouvelle conjoncture.

IN DOGE WE TRUST¹

Le soutien apporté par les *gigantesques entreprises technologiques* à l'extrême droite est préoccupant, étant donné que leurs PDG sont les hommes les plus riches du monde, c'est-à-dire la bourgeoisie la plus puissante du moment. Une étude approfondie serait nécessaire pour déterminer si ce soutien est homogène, mais nous pouvons au moins souligner quelques cas où les principales figures du capitalisme technologique ont embrassé la réaction, abandonnant leurs positions passées.

La liste des milliardaires du classement Forbes est actuellement dominée par trois chefs d'entreprise qui ont changé d'idéologie et ont choisi de soutenir Trump lors de sa dernière campagne. Elon Musk, le plus fortuné, a soutenu l'actuel président républicain à hauteur de plus de 250 millions de dollars pour les élections, suivi par Mark Zuckerberg avec 1 million de dollars et Jeff Bezos qui a également fait un don du même montant.

Musk est sans aucun doute le porte-parole de ce rapprochement entre le monde politique et celui des affaires. Depuis le DOGE, il promeut un programme de néolibéralisme 2.0 avec des coupes dans les différents postes budgétaires et des licenciements à grande échelle, reproduisant la tyrannie anti-ouvrière qui règne dans ses entreprises². Mais à un autre moment, le propriétaire d'OpenAI a su se déclarer «politiquement modéré». De la même manière, Zuckerberg et Bezos ont dégénéré vers des positions plus réactionnaires et conservatrices (Frenkel et Isaac, 2025).



← Post

Elon Musk  @elonmusk

Thanks Jack. To be clear, I am not a conservative. Am registered independent & politically moderate. Doesn't mean I'm moderate about all issues. Humanitarian issues are extremely important to me & I don't understand why they are not important to everyone.

Traducir post

7:46 p. m. · 14 jul. 2018

1 mil 3 mil 35 mil 96

Traduction: «Merci, Jack. Pour être clair, je ne suis pas conservateur. Je suis inscrit comme indépendant et je suis politiquement modéré. Cela ne signifie pas que je suis modéré sur tous les sujets. Les questions humanitaires sont extrêmement importantes pour moi et je ne comprends pas pourquoi elles ne le sont pas pour tout le monde».

Cependant, les journalistes s'interrogent sur la pérennité de cette relation avec Trump, compte tenu des revirements de sa politique. Une première alerte a été donnée dans le monde des affaires avec la hausse des droits de douane, qui a entraîné des pertes de plusieurs millions pour les trois entrepreneurs. Musk, pour sa part, a suscité la polémique en demandant la suppression des droits de douane pour l'Europe.

Au-delà des divergences, on peut se demander d'où vient cette sympathie entre les chefs d'entreprise du secteur technologique et les politiciens conservateurs. Qu'est-ce qui a motivé ce changement d'opinion ?

UN ANTÉCÉDENT: L'« IDÉOLOGIE CALIFORNIENNE »

L'économiste Cedric Durand évoque l'« idéologie californienne » comme précurseur de la vision politique de droite des secteurs liés aux nouvelles technologies. Cette idéologie serait le résultat de la combinaison de la contre-culture hippie des années

60 et des principes du libre-échange entrepreneurial. Vers les années 90, les idées critiques qui avaient proliférées parmi la jeunesse ont fini par nourrir la pensée conservatrice. La conférence « Cyberspace and the American Dream », organisée en 1994 par la Progress & Freedom Foundation (PFF), a constitué un moment charnière. Elle a donné lieu à la publication du manifeste intitulé « A Magna Carta for Knowledge Age », qui énonçait les principes de l'idéologie californienne et sa vision des nouvelles technologies, de l'économie, de la culture et de la politique.

Les propositions de la « charte » font écho à de nombreuses idées de l'extrême droite actuelle. Le remplacement de l'agriculture et de l'industrie à l'ère de l'information est envisagé à travers une transition où la nouvelle ère « libère ses promesses » en laissant derrière elle les attitudes du passé. La base de leur proposition consiste en « le retrait de l'État, une intensification de la concurrence et une grande cavalcade entrepreneuriale, porteuse de solutions technologiques aux problèmes pressants de l'humanité et, plus immédiatement, aux difficultés des États-Unis ».

Il ne fait aucun doute que Musk et ses acolytes se sont inspirés de nombreux aspects de cette théorie. Cependant, les particularités du présent exigent une mise à jour des analyses et des caractérisations. Or, Durand, ainsi qu'une série d'intellectuels préoccupés par les nouveaux phénomènes technologiques, proposent des conceptualisations frappantes qui finissent toutefois par semer la confusion et l'erreur. C'est le cas du «technoféodalisme».³

INTERPRÉTER SANS TRANSFORMER

Selon Morozov (2023), « *La thèse techno-féodale dérive non pas d'une avancée de la théorie marxiste contemporaine, mais de l'incapacité apparente de celle-ci à comprendre l'économie numérique* ». Nous pouvons affirmer que l'absence d'une théorie adaptée à la situation actuelle a conduit une partie de l'intelligentsia réformiste à suggérer le remplacement du capitalisme traditionnel par un nouveau mode de production. Le prétendu remplacement de la bourgeoisie par une nouvelle classe dominante entraîne le développement de nouvelles théories de conciliation des classes. En quoi consiste votre approche ?

Pour Durand, les PDG ont diversifié les moyens d'obtenir les revenus qui finissent par remplacer le profit dans le capitalisme actuel, et tous les investissements se concentrent sur les « forces de prédatation » (structures de contrôle qui limitent les libertés individuelles), ce qui remet en question la pérennité du capitalisme dans le présent. Cependant, ce que Morozov remet en question ici, c'est que la prolifération des catégories finit par « il voit des rentiers partout, et des capitalistes nulle part ».

Il suffit de revoir les propos de Marx lui-même pour comprendre que les entreprises automatisées sont tout aussi capitalistes que celles qui regorgent de salariés, affirme Morozov. Les secteurs de la bourgeoisie qui contrôlent les branches les plus « automatisées » de la production bénéficient de la plus-value extraite des secteurs de la chaîne de production où le travail humain est le plus présent.

D'autre part, l'accent mis sur les « forces de prédatation » contredit

la thèse technoféodale elle-même sur le déplacement de l'État vers la domination des secteurs populaires. Les liens entre la Silicon Valley et Washington sont de longue date et nous assistons aujourd'hui à un nouveau chapitre de cette histoire, avec Elon Musk, où les liens entre la bureaucratie d'État et la bourgeoisie se resserrent. Les « big techs » ont grandi et continuent de croître aux dépens (et non malgré) l'État.

La vision sceptique du réformisme est l'autre face du triomphe de l'extrême droite. Des exemples comme celui de Varoufakis et ses propositions de conciliation des classes prouvent que les responsables de la frustration d'hier sont souvent les auteurs des justifications d'aujourd'hui.

Une fois clarifié le débat sur le caractère bourgeois et capitaliste des « big techs », il reste à proposer une explication à la « droitisation » des chefs d'entreprise du secteur technologique.

INNOVATION ET EXPLOITATION

Le problème de l'innovation dans le capitalisme est que chaque avancée technologique vise à accroître les profits des entreprises par l'exploitation de la classe ouvrière. C'est le profit qui guide l'innovation dans le capitalisme, et non l'inverse. Rejetant les visions néoclassiques qui nient le caractère social du changement technologique, le marxisme comprend l'innovation à partir de deux facteurs : le capital et le travail, « les deux pôles de la relation sociale dominante sous le capitalisme » (Katz, 1996, p. 5)⁴.

En d'autres termes, c'est la valorisation du capital par le travail qui motive les capitalistes à introduire de nouvelles technologies. La plus-value – extraite du travailleur –, lorsque le minimum vital ne peut être réduit davantage, ne peut être augmentée que par une plus grande productivité, obtenue grâce à l'incorporation d'outils plus sophistiqués. Mais la valeur des marchandises provient du travail humain, et non de l'outil. C'est pourquoi le «remplacement» de la main-d'œuvre n'est qu'une utopie réactionnaire dont rêvent Musk et la grande bourgeoisie.

En ce sens, le changement technologique de chaque moment historique est déterminé par les changements dans les lois de l'accumulation du moment. Aujourd'hui, l'extrême droite mise sur le changement technologique comme voie vers « l'efficacité », qui n'est rien d'autre que la recherche de l'augmentation de la productivité et de la plus-value. De la même manière, les mécanismes de contrôle social sont renforcés par la cybersécurité afin de faire face au mécontentement de la classe ouvrière.

Pour le marxisme, il n'existe pas de lien indissoluble entre capitalisme et innovation. Au contraire, la bourgeoisie se présente comme un obstacle au développement en faisant passer le profit avant les améliorations technologiques qui profitent à l'ensemble de l'humanité. Dans cette perspective, le futurisme de Musk, Zuckerberg et Bezos conduit inévitablement à un système de barbarie où les profits sont concentrés entre les mains des 1 % les plus riches de la société. Pour cela, ils ont besoin d'expressions politiques disposées à étouffer les voix de la résistance. La démocratie libérale et les partis traditionnels semblent avoir atteint leurs limites pour remplir la

mission bourgeoise, c'est pourquoi l'extrême droite a aujourd'hui supplanté les expressions politiques traditionnelles.

La technologie entre les mains des capitalistes se présente comme un instrument d'oppression sociale qui conduit à plus d'exploitation du travail et de chômage, à la diffusion de discours haineux et à une connaissance scientifique liée aux intérêts de l'extractivisme et de l'industrie militaire.

Cependant, le problème n'est pas la technologie en soi, mais le capitalisme. Il est possible d'opposer au « remplacement » la redistribution du temps de travail pour que tous travaillent moins, de lutter contre l'irrationalité de la production aux mains de la bourgeoisie, en produisant le nécessaire et en redistribuant tout. Mais cela n'est possible qu'avec un gouvernement révolutionnaire des travailleurs. C'est pourquoi il est nécessaire de renforcer une alternative socialiste qui mène une lutte approfondie pour une véritable démocratisation de la science et de la technologie au service des besoins des secteurs populaires.

RÉFÉRENCES

Durand, C. (2021) Techno-féodalisme. Critique de l'économie numérique. Paris, Éd. Zones.

Frenkel, S. y Isaac, M. (9 de enero de 2025). *La evolución política de Mark Zuckerberg*. <https://www.nytimes.com/es/2025/01/09/espanol/negocios/mark-zuckerberg-meta-facebook-politica.html?auth=login-google1tap&login=google1tap>

Fuentes, M. (27 de marzo de 2025). *Le «techno-féodalisme» et le renégat Varoufakis*. <https://lis-isl.org/fr/2025/03/le-techno-feodalisme-et-le-renegat-varoufakis/>

Katz, C. (1996). La concepción marxista del cambio tecnológico. *Revista Buenos Aires pensamiento económico*, 1.

Morozov, E. (2023) « Critique de la raison techno-féodale », Variations [En ligne], 26 | 2023, mis en ligne le 13 octobre 2023. <http://journals.openedition.org/variations/2358>; DOI: <https://doi.org/10.4000/variations.2358>.

1. Cela peut se traduire par « Nous faisons confiance à DOGE », en référence à la devise figurant sur le dollar « In God We Trust » (Nous croyons en Dieu). D.O.G.E. (Département de l'efficacité gouvernementale) est le département actuellement dirigé par Elon Musk.

2. Les controversés licenciements massifs chez Tesla et X / Twitter, conformes aux déclarations anti-syndicales de Musk, reflètent le despotisme propre aux capitalistes.

3. Traduction de l'espagnol.

4. Traduction de l'espagnol



UKRAINE

L'ALLIANCE IMPÉRIALISTE entre Trump et Poutine.

Bien sûr, Donald Trump veut entrer dans l'histoire.

Pour un homme politique à la fin de sa vie, c'est un souhait tout à fait raisonnable. Il ne reste plus qu'à choisir les moyens optimaux pour atteindre cet objectif. Et il semble que Trump les ait déjà choisis...

Trump a décidé de plonger le monde dans un état de chaos total et détruire tout ce qui a constitué les fondements de l'ordre mondial depuis de nombreuses décennies, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Bien sûr, cet ordre mondial du passé était loin d'être idéal ou juste. Il était basé sur les règles de la mondialisation capitaliste, dans laquelle l'impérialisme occidental dans son ensemble (l'«axe du bien») dissimulait ses intérêts économiques sous le manteau libéral de la «défense des droits de l'homme» et de la «lutte pour la démocratie». La politique étrangère expansionniste sous la doctrine libérale exigeait que les États-Unis réalisent des investissements importants pour soudoyer les gouvernements et les politiciens influents du monde entier.

Cela a, à son tour, encouragé la fuite de larges

PAR OLEG VERNYK

segments de la production économique et des capitaux des pays « milliardaires » vers des pays en développement dotés de régimes bureaucratiques corrompus, de « paradis fiscaux » facilitant l'évasion fiscale et d'une main-d'œuvre bon marché réduisant considérablement les coûts de production. Ensuite, les produits fabriqués en dehors des États-Unis ont été délibérément dirigés vers le marché américain, générant d'énormes profits pour les mêmes propriétaires américains des sociétés transnationales, tout en augmentant au maximum le déficit commercial des États-Unis, qui atteignait déjà 130 milliards de dollars en janvier 2025. Et la dette nationale américaine, au 24 mars 2025, était estimée à 36,64 billions de dollars, soit environ 107 000 dollars par citoyen américain.

Il est clair que le maintien d'une clientèle mondiale coûte extrêmement cher aux États-Unis. L'énorme structure de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), sous le parrainage libéral du Parti démocrate, était devenue largement autosuffisante, et il était déjà difficile de déterminer dans quelle mesure elle servait les intérêts des États-Unis ou se contentait

de « gérer » (lire : voler) le budget américain.

Pendant des années, le travail de l'USAID en Ukraine s'est fondé sur ces principes de corruption de hauts fonctionnaires et d'hommes politiques ukrainiens, ainsi que sur la création d'organisations de la « société civile » financées par les États-Unis. Le président Volodymyr Zelensky, pendant le premier mandat présidentiel de Trump, a tenté d'équilibrer les intérêts des républicains de Trump et des démocrates de Biden. Il a même participé à l'ouverture de plusieurs poursuites pénales pour corruption contre la société ukrainienne Burisma, où travaillait Hunter Biden, le fils de Joe Biden. Il est évident que cet emploi était directement lié à leur lien de parenté et aux opportunités qu'il offrait.

Cependant, après la victoire électorale de Joe Biden en novembre 2020, Zelenski a été contraint de changer de position et a rapidement classé toutes les affaires pénales liées à Burisma et Hunter Biden. Depuis lors, le président ukrainien est sous le contrôle étroit du bloc libéral-mondialiste dirigé par le Parti démocrate américain, ce que Trump connaît très bien et qui a directement influencé son attitude envers Zelenski et, par conséquent, envers la guerre russo-ukrainienne.

Quoi qu'il en soit, nous voyons déjà comment la guerre commerciale annoncée par Trump a provoqué des effondrements massifs sur presque tous les principaux marchés boursiers du monde. On entend déjà de fortes prédictions selon lesquelles ce chaos est la fin du siècle américain. Les États-Unis renoncent non seulement à leur rôle de défenseur des valeurs libérales dans le monde, mais aussi à leur leadership en tant qu'économie centrale du soi-disant « marché libre ».

Le « marché libre » a toujours été une catégorie fictive et très éloignée des véritables relations économiques et commerciales à l'ère de l'impérialisme. Le protectionnisme, les quotas et les droits de douane restrictifs ont toujours accompagné le commerce mondial, et le discours sur le « marché libre » ne faisait que masquer les intérêts économiques des principaux acteurs mondiaux. Mais il semble que Trump en ait eu assez de ce déguisement hypocrite. Il a déjà annoncé une possible sortie des États-Unis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et a récemment bloqué l'élection de nouveaux juges dans ses organes juridictionnels, ce qui pourrait paralyser la capacité de l'OMC à rendre des décisions. En outre, en mars 2025, les États-Unis ont suspendu le paiement de leurs contributions financières à l'OMC pour 2024 et 2025.

LES PRÉMISSES D'UN PACTE IMPÉRIALISTE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

Aujourd'hui, les analystes se cassent la tête pour essayer d'expliquer pourquoi Trump s'est tourné vers Poutine. Le New York Times, principal porte-parole de la bourgeoisie libérale américaine, a récemment publié : « *Le virage de Trump vers la Russie de Poutine bouleverse la politique américaine pour des générations* ».

Parmi les raisons de ce revirement, on mentionne l'intention d'affaiblir l'Europe occidentale, devenue un concurrent de l'impérialisme américain. Le journal Politico cite un diplomate européen anonyme qui affirme : « *Nous avons maintenant une alliance entre un président russe qui veut détruire l'Europe et un président américain qui veut également détruire l'Europe* ». En effet, Trump a détruit en quelques mois le concept même de « coopération transatlantique », dissolvant dans la pratique le bloc impérialiste de l'OTAN.

L'intérêt de Trump à briser le solide partenariat militaire et économique entre les nouveaux impérialismes chinois et russe est également mentionné. Il a annoncé une augmentation de 125 % des droits de douane sur les importations chinoises, tandis que la Russie et son satellite biélorusse ont miraculeusement été exclus de la liste des pays concernés. L'explication de son administration selon laquelle ces pays « *ne font pas de commerce avec les États-Unis* » ressemble plus au cynisme qu'à la stupidité : même les îles inhabitées où il n'y a que des pingouins ont été sanctionnées.

L'Ukraine, victime de l'agression impérialiste russe, s'est vu imposer un tarif de 10 %, tandis que l'agresseur n'en a subi aucun. Il n'est pas difficile de supposer que ce tarif zéro encouragera les investissements étrangers dans les économies de la Russie et de la Biélorussie, dominées par les régimes autoritaires de Poutine et de Loukachenko. Trump espère que cette initiative sans précédent sera dûment appréciée par Poutine et provoquera la rupture des liens économiques, politiques et militaires entre la Russie et la Chine, véritable objectif des sanctions de Trump.

LES ANTÉCÉDENTS DU PACTE IMPÉRIALISTE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA RUSSIE

Nous avons déjà souligné que la collaboration entre les impérialismes américain et russe, c'est-

à-dire le rapprochement étroit entre Trump et Poutine, a eu un effet immédiat sur le rapprochement entre les États-Unis et le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko. L'équipe de Trump a annoncé qu'un nouvel « accord » serait bientôt signé, levant les sanctions économiques et personnelles contre la Biélorussie et Loukachenko, en échange de quoi ce dernier accorderait une amnistie à certains prisonniers politiques.

Dans ce contexte mondial, peu de gens ont été surpris lorsque les États-Unis se sont retirés du groupe chargé d'enquêter sur les crimes de la Russie en Ukraine. La New York Times, citant ses propres sources, a affirmé que cette décision est un signe que « *l'administration Trump se détache de l'engagement de Biden de tenir Poutine personnellement responsable des crimes commis contre les Ukrainiens* ».

Un autre aspect important lié à ce pacte impérialiste est la vision de Trump de l'ordre mondial issu des accords de Yalta de 1945, qu'il considère comme désavantageux pour l'impérialisme américain. Trump considère ces accords comme des entraves qui ont empêché les États-Unis de devancer leurs concurrents et dont, selon lui, ils doivent se libérer pour maintenir leur hégémonie mondiale.

L'agression armée de Poutine contre l'Ukraine a donné à Trump un exemple parfait de la façon dont il peut mépriser ouvertement le droit international et ses principes fondamentaux, tels que l'inviolabilité des frontières et la condamnation des guerres de conquête. C'est pourquoi la légitimation des actions de Poutine et sa réhabilitation en tant que politicien acceptable pour l'Occident sont devenues un objectif stratégique clé de la politique étrangère de Trump. Cela permettrait également de justifier et de légitimer de futures agressions impérialistes de la part des États-Unis contre tout pays ou peuple qui se mettrait en travers de leur chemin.

Trump dépouille l'impérialisme américain de tous ses masques de « défense de la démocratie et des droits de l'homme », le ramenant à sa forme originelle de « loi de la jungle » du capitalisme sauvage. Cet impérialisme agressif n'a plus besoin ni d'« alliés » ni de « partenaires ». Les menaces d'annexion territoriale à l'encontre de membres de l'OTAN comme le Danemark et le Canada le confirment. La seule exception semble être Israël, considéré comme une enclave impérialiste au Moyen-Orient et un outil pour faire pression sur

les régimes arabes producteurs de pétrole et de gaz.

Trump éprouve un profond respect - voire de l'envie - pour Poutine. Sa personnalité autoritaire et antidémocratique est déjà en contradiction avec les principes démocratiques de la constitution bourgeoise américaine, comme l'impossibilité d'exercer plus de deux mandats présidentiels. Depuis sa réélection, Trump a laissé entendre qu'il pourrait se présenter pour un troisième mandat. Les cinq mandats du dictateur autoritaire Poutine sont pour lui un « rêve rose », un modèle qu'il souhaite imiter, bien qu'il soit limité par les liens d'une démocratie qu'il est déjà prêt à jeter à la « poubelle de l'histoire ».



CONSPIRATION DERRIÈRE LE DOS DE L'UKRAINE: LA REINCARNATION DES ACCORDS DE MUNICH¹

Neville Chamberlain,
Édouard Daladier, Adolf Hitler et Benito Mussolini,
signataires des « Accords de Munich »

Rappelons la chronologie des derniers événements. Le 12 février 2025, le président des États-Unis, Donald Trump, a publié sur le réseau social Truth Social un entretien téléphonique avec le président russe, Vladimir Poutine. Ce tweet de Trump a littéralement secoué les médias mondiaux et a eu l'effet d'une bombe dans la communauté internationale. Trump a affirmé qu'il avait eu une « longue et productive conversation téléphonique avec Poutine » et a exprimé son souhait que la coopération entre les États-Unis et la Russie profite « aux deux pays ». Ainsi, les États-Unis et la Russie ont convenu d'entamer des négociations pour mettre fin à la guerre en Ukraine, sans même informer l'Ukraine du début de ces négociations séparatistes entre puissances impérialistes, menées dans son dos.

Il est intéressant de noter que, par la suite, les négociations en Arabie saoudite entre les États-Unis et la Russie ont vu la participation du secrétaire d'État américain, Marco Rubio, du directeur de la CIA, John Ratcliffe, du conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, et du représentant spécial pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff. Comme on peut le voir, en formant cette délégation, Trump a tenu compte de tous les souhaits de Vladimir Poutine. En particulier, à la demande de Poutine, le représentant spécial du président américain pour l'Ukraine, Keith Kellogg, qui jusqu'à récemment se permettait encore de mentionner publiquement les intérêts de l'Ukraine, a été exclu de la délégation.

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky espérait jusqu'au dernier moment qu'un « plan de paix de Trump » serait présenté à la Conférence



de Munich sur la sécurité, à laquelle il assistait. Cependant, Trump et Poutine ont ignoré non seulement Zelensky, mais aussi les soi-disant « partenaires européens des États-Unis », qui insistaient traditionnellement pour participer aux négociations visant à mettre fin à la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le 15 février 2025, lors de son discours à la Conférence sur la sécurité de Munich, Volodymyr Zelensky a catégoriquement exprimé son désaccord avec la politique de Trump concernant les négociations séparées avec la Russie, insinuant que Trump avait trahi les intérêts de l'Ukraine. Dans son discours, Zelensky a tenté de s'adresser aux principaux pays de l'Union européenne pour obtenir un soutien militaire et financier, comprenant qu'il ne pouvait plus compter sur

l'administration Trump. Cependant, il semble évident que l'aide militaire conjointe de l'Union européenne à l'Ukraine sera très limitée et ne peut être comparée en taille ni en potentiel à l'aide américaine, qui semble avoir pris fin.

Il est important de noter que ce mythique «*plan de paix de Trump*» n'a pas encore été annoncé ni présenté publiquement. Mais ses grandes lignes sont déjà évidentes pour tous. Dans une tentative de plaire à Poutine, Trump a complètement exclu des négociations actuelles la question des territoires ukrainiens occupés par la Russie entre 2014 et 2022 (la Crimée et une partie du Donbass), et un cessez-le-feu et le gel du conflit le long de la ligne de front actuelle sont envisagés. Dans le même temps, la plupart des sanctions économiques et personnelles imposées par les États-Unis à la Russie devraient être levées. Cette option satisfait sans aucun doute Poutine, car la Russie se trouve dans une situation affaiblie en raison de la résistance héroïque de l'Ukraine et de l'absence de progrès significatifs sur le front.

Trump et son équipe ne cessent de rappeler à Zelensky la corruption généralisée de son régime, son faible taux de popularité, ainsi que le fait que l'Ukraine a enfin besoin d'organiser des élections présidentielles et parlementaires. L'une des menaces les plus sérieuses proférées par l'équipe de Trump à l'encontre de Zelensky était la possibilité d'un audit financier complet de l'aide militaire américaine envoyée en Ukraine. Le journaliste Tucker Carlson, proche de Trump, est même allé jusqu'à accuser ouvertement Zelenski que les armes fournies à l'Ukraine étaient apparues entre les mains de cartels de la drogue mexicains. Carlson n'a pas présenté de preuves, mais elles n'étaient apparemment pas nécessaires, car ces accusations ont été faites, avant tout, pour exercer un contrôle total sur Zelenski avant l'« accord » entre Trump et Poutine.

Conscient de la faiblesse de sa position, Volodymyr Zelensky a proposé à Donald Trump l'exploitation exclusive, au profit des États-Unis, des minéraux ukrainiens de terres rares. Zelensky espérait que Trump, en tant qu'homme d'affaires, serait attiré par cette offre et continuerait à fournir des armes à l'Ukraine. Cependant, il est tombé dans le piège de Trump. Trump a accepté avec enthousiasme cette proposition, mais pas pour poursuivre les livraisons d'armes, mais comme argument pour exiger de l'Ukraine le remboursement des armes déjà livrées.

Bien sûr, lorsque Zelenski s'est rendu compte de son erreur, il a tenté de quelque manière que ce soit de défaire cet «accord» ou du moins d'obtenir de Trump une proposition de soutien futur de la part des États-Unis. Cependant, il convient de rappeler que, bien que Zelensky ait fait disparaître les opposants politiques de l'espace médiatique, la société ukrainienne a réagi très négativement à l'idée de vendre les ressources naturelles du pays aux États-Unis. Selon la Constitution ukrainienne, les ressources naturelles appartiennent au peuple ukrainien et le président Zelensky n'a pas le droit d'en disposer unilatéralement.

Le scandale du 28 février 2025 au Bureau ovale du président américain entre Zelensky et Trump a clairement montré au monde que Trump ne se souciait pas le moins du monde de la question des « garanties de sécurité pour l'Ukraine ». Mais il s'intéresse, et beaucoup, à l'exploitation coloniale des minéraux de terres rares en Ukraine. La suspension ultérieure de l'envoi d'armes et de renseignements par les États-Unis a littéralement mis Zelensky à genoux devant Donald Trump. La partie américaine a élaboré et proposé à l'Ukraine un accord encore plus prédateur sur les minéraux de terres rares, qui donne aux États-Unis le contrôle total du secteur extractif ukrainien.

Il convient également de noter que les promesses de Trump de mettre rapidement fin à la guerre se sont heurtées au jeu diplomatique de Poutine, qui retarde les négociations de paix tout en se préparant à une offensive plus large. Il est peu probable que Trump impose de nouvelles sanctions à la Russie, même si cette tactique dilatoire devient évidente pour lui. Mais d'un autre côté, l'économie russe s'enfonce déjà rapidement dans une récession, et les guerres commerciales chaotiques déclenchées par Trump ont déjà provoqué une chute des prix du pétrole, dont dépend la capacité de la Russie à soutenir la guerre à long terme.

LA POLITIQUE SOCIALISTE COMME VOIE DE SORTIE DU RÉGIME DE TURBULENCES MONDIALES

Il nous semble évident que les tentatives frénétiques et, dans une large mesure, chaotiques de Trump pour transformer la structure interne et la subordination de l'impérialisme mondial ne font qu'accélérer sa crise systémique et soulignent son incapacité totale à résoudre les problèmes de l'ordre mondial.

L'amitié entre certains impérialistes ne fait que raviver dans la conscience collective de l'humanité

les terribles fantômes des deux guerres mondiales du passé. Et la résistance héroïque de l'Ukraine à l'impérialisme russe, ainsi que sa trahison par les États-Unis, montrent une fois de plus que les peuples opprimés par l'impérialisme ne doivent jamais lier leur destin aux intérêts d'un impérialisme contre un autre. Les impérialistes prédateurs peuvent se battre entre eux ou se réconcilier. Mais ils le font toujours dans le dos des travailleurs de leur propre pays et des peuples opprimés.

Le vernis libéral de l'impérialisme de Trump a été complètement rejeté comme étant inutile. La bourgeoisie libérale, bien qu'elle n'ait pas été



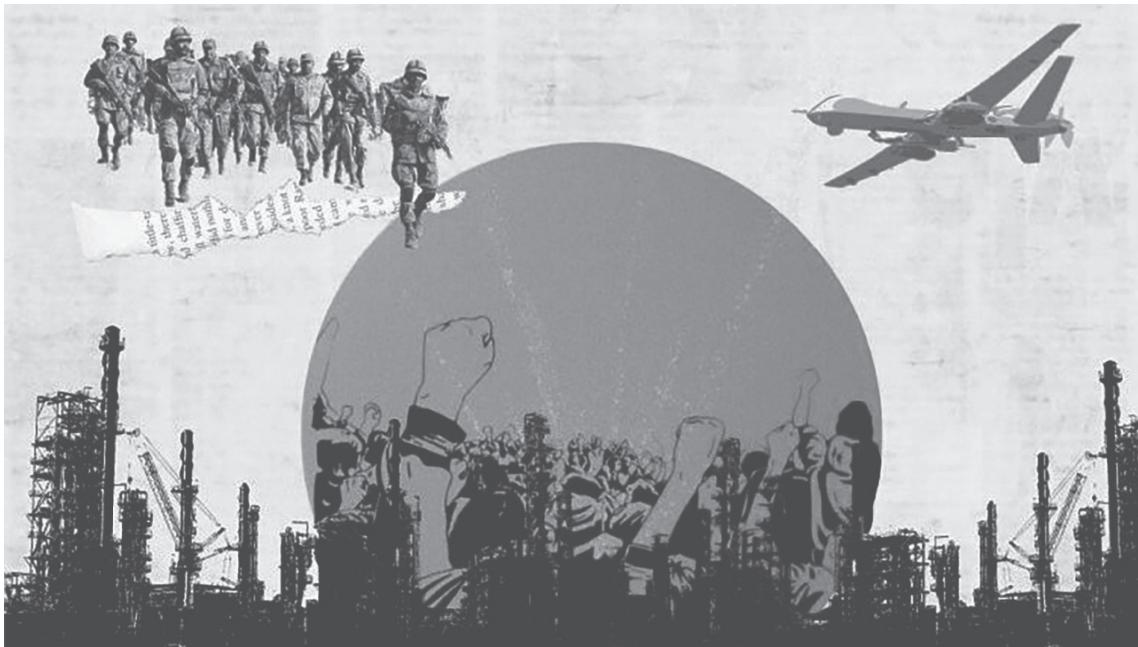
complètement vaincue, a reçu un coup dévastateur de la part de l'extrême droite, dont elle aura du mal à se remettre rapidement. Même les manifestations anti-Trump aux États-Unis doivent maintenant être organisées par des réformistes de gauche comme Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, tandis que les principaux secteurs de la bourgeoisie libérale américaine restent sous le choc.

Dans cette situation, les révolutionnaires socialistes sont à nouveau appelés à devenir les seuls défenseurs de la liberté, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La lutte pour la liberté et la démocratie ne peut être séparée de la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste planétaire des peuples opprimés et de la classe ouvrière.. 

1.- Accords de Munich : Ils ont été signés le 30 septembre 1938 par le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Allemagne. À l'initiative de Göring et avec la médiation de Mussolini, ils ont convenu, sans la participation de la Tchécoslovaquie, que le Sudètes - territoire tchécoslovaque - ferait partie de l'Allemagne.

LES CONCEPTIONS CAMPISTES à l'ère Trump: QUE FAIRE MAINTENANT?

PAR GUILLERMO PACAGNINI



Trump a donné un coup de pied dans la fourmilière et vise un changement structurel dans la configuration de l'impérialisme mondial. Il veut imposer un nouvel ordre pour tenter de sortir de la crise capitaliste, bien qu'il génère un climat de plus grande instabilité et d'incertitude. Ce changement historique « désordonne » également les conceptions et les politiques, comme celles du campisme et de ceux qui lui cèdent dans les rangs de la gauche trotskiste.

Depuis la chute de l'appareil stalinien mondial, le recul de l'impérialisme américain a été notable. Et un conflit pour la domination mondiale s'est développé avec les impérialismes émergents tels que la Chine, la Russie et leurs partenaires régionaux et mondiaux.

Dans ce contexte, la vieille théorie des camps bourgeois progressistes a pris un nouvel élan à chaque conflit régional. Celle de la méthode menchevik que Staline a élevée à l'échelle mondiale, avec sa conception de la révolution par étapes et de la collaboration

du prolétariat avec la bourgeoisie dans la lutte contre «l'ennemi commun». D'où la politique néfaste d'unité de toutes les forces «démocratiques» et «progressistes», les fronts populaires et leur histoire de trahisons.

Cela a également été l'épée de la dispute des directions nationalistes bourgeois et, plus récemment, des secteurs néo-réformistes, stalinien et progressistes de toutes sortes. Avec une alignment plus ou moins direct avec la Chine et la Russie, comme si elles jouaient un rôle progressiste face à la grande puissance du Nord et non comme des pièces disputant l'hégémonie impérialiste du monde.

Le rapprochement de Trump avec Poutine remet en question la caractérisation campiste et la politique de conciliation des classes qui en découle. Et pour la gauche révolutionnaire, qui se bat pour une politique indépendante des blocs impérialistes en conflit, cela contribue à clarifier les débats au sein de l'avant-garde.

Nous verrons comment les directions du camp des progressistes vont jongler pour expliquer les volte-face

qu'ils commencent à faire face à la stratégie déployée par Trump. Les opportunistes de tous bords devront certainement affiner leurs arguments pour justifier les prétendues caractéristiques progressistes de la Russie et de la Chine ou leur rôle de « moindre mal ».

Mais nous voulons maintenant aborder ce qui se passe face à ces changements dans le domaine de la gauche révolutionnaire. Parce que nous avons polémiqué avec des courants tels que la Fraction trotskiste (courant international du PTS argentin) qui ont cédé aux positions campistes et avec une politique qui finit par capituler devant les puissances émergentes face à des événements majeurs qui ont divisé les eaux, comme la guerre en Ukraine.

POLITIQUES SEMI-CAMPISTES DANS LA GAUCHE TROTSKISTE

La Fraction Trotskiste/PTS et le Parti Ouvrier (PO), son partenaire au sein du FITU en Argentine, élèvent des théories semi-campistes face aux impérialismes émergents et à la guerre en Ukraine. Depuis le début de la guerre, ils ont développé une vision unilatérale selon laquelle le « principal ennemi » serait une « escalade militaire de l'OTAN » qui les aurait conduits à capituler devant l'impérialisme russe.¹

Le PO et son catastrophisme sur l'imminence de la troisième guerre mondiale ont une position clairement apparentée au campisme. Non seulement il se situe en dehors de la réalité en affirmant que le capitalisme n'a pas été rétabli en Russie, mais il considère tout conflit comme le prélude ou la composante d'un pré-entre du troisième conflit mondial. Et en ce qui concerne l'Ukraine, il postule le défaitisme révolutionnaire. Il omet le droit à l'autodétermination nationale du peuple ukrainien et place le gouvernement du pays envahi avant celui de l'impérialisme envahisseur comme « principal ennemi ». Cédant clairement au gouvernement de Poutine qui bombarde, déploie ses chars et a une stratégie annexionniste. Il est évident que sa caractérisation de la Russie et de son gouvernement influence ce raisonnement erroné.

La FT présente les choses avec un style différent et quelques nuances, plus alambiqué, avec des allées et venues, pour aboutir à des conclusions et des politiques très similaires. Voyons voir.

La caractérisation de la Russie et de la Chine. La FT n'atteint pas le niveau du PO en parlant d'antichambre d'une troisième guerre, ce qu'elle reconnaît, c'est un conflit bipolaire. Cependant, elle ne caractérise pas la Russie et la Chine comme des impérialismes, ce qui, face à un éventuel conflit, la conduirait

à capituler devant les puissances émergentes. Nous débattons depuis longtemps de cette question cruciale. Concernant la Russie, il est légitime de discuter pour savoir si elle est déjà un impérialisme développé, un sous-impérialisme ou un impérialisme militaire, son aspect le plus net. Mais dans le cas de la Chine, il ne devrait y avoir aucun doute à ce stade des choses, car elle est en tête d'un conflit avec les États-Unis pour la domination mondiale. Dans les domaines économique, commercial, financier, militaire, politique et technologique. Bien sûr, le développement de ces différents aspects est inégal. Mais le schématisme de la FT les amène à prendre un seul élément de la réalité (les retards ou le moindre développement par rapport aux États-Unis qu'elle a dans plusieurs aspects) et à le transformer en élément déterminant pour définir qu'elle ne coïncide pas avec les positions de Lénine et Trotsky et se limite à la caractériser comme « puissance ascendante ».²

La négation du droit à l'autodétermination du peuple ukrainien. Nous avons cette polémique depuis le début de la guerre. Car si ce courant critique ceux qui soutiennent que nous entrons dans la dynamique d'une troisième guerre, il agit comme si c'était le cas, mettant sur un pied d'égalité le rôle de l'OTAN avec celui de gendarme régional de l'impérialisme russe et niant le caractère de lutte de libération nationale de l'Ukraine et, par conséquent, la solidarité avec son peuple et la défense de son droit à l'autodétermination. La FT a abandonné cette prémissse révolutionnaire conseillée par Lénine et Trotsky lors de l'invasion d'un pays impérialiste dans un pays opprimé, semi-colonial. Ils ont toujours ignoré que deux processus se combinent en Ukraine : celui du conflit interimpérialiste et celui d'une guerre juste de libération nationale, et qu'une politique indépendante et révolutionnaire nous oblige à combiner la défense du droit à l'autodétermination avec la dénonciation de l'envahisseur et de l'ingérence de l'OTAN et des États-Unis. La FT a ouvertement déclaré que le droit à l'autodétermination nationale est de plus en plus relégué au second plan, subordonné au seul caractère de cette guerre qui serait, selon eux, une confrontation entre puissances. C'est pourquoi elle a proposé comme politique le « défaitisme bilatéral ». Le résultat : elle cède face à l'impérialisme russe et abandonne le peuple ukrainien. C'est pourquoi elle n'est pas allé au-delà de déclarations générales, contre les deux puissances, et de discours sur une Ukraine socialiste, mais... sans faire quoi que ce soit de concret pour son peuple et la résistance.³

DEUX MÉTHODES D'ANALYSE ET DE POLITIQUE

Cette vision biaisée de la réalité et la politique très erronée qui en résulte ont à leur racine une méthode et une conception différentes de celles que doivent avoir les révolutionnaires, en contradiction avec la méthode scientifique marxiste.

Nous, les révolutionnaires, nous agissons selon une méthode d'interprétation de la réalité non dogmatique, sans recettes préconçues ni schémas statiques : le matérialisme dialectique. Nous effectuons une *analyse* qui tient compte des tendances générales et de la situation concrète, en considérant tous les éléments de la réalité et leur combinaison, nous formulons une *caractérisation* et, en fonction de celle-ci, nous élaborons une *politique*, un programme et certains mots d'ordre.

Parce que nous ne nous limitons pas à commenter la réalité sur un plan journalistique, mais à l'interpréter pour définir une politique correcte. C'est pourquoi une analyse marxiste nous impose d'analyser dans le contexte, du général au particulier, de peser tous les éléments objectifs et subjectifs, en partant des premiers. Pour agir sur la réalité et ne pas l'adapter à des schémas préconçus.

La FT utilise une méthode d'analyse non marxiste, où ils ne prennent qu'un aspect de la réalité et en extraient des conclusions générales qui conduisent à des politiques erronées.

Ce raisonnement est partagé par les sectaires et les opportunistes, comme l'a bien souligné Trotsky, en polémiquant avec le POUM dans le cadre de la guerre civile espagnole.

« La pensée marxiste est concrète, c'est-à-dire qu'elle envisage tous les facteurs décisifs ou importants pour une une question donnée, non seulement dans leurs relations réciproques mais encore dans leur développement. Elle ne dissout pas la situation du moment présent dans la perspective générale; mais par la perspective générale, elle rend possible l'analyse de la situation présente dans toute sa particularité. C'est précisément avec cette analyse concrète que commence la politique. »⁴

La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants, - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limites ni restriction. »⁴

Avec cette méthode, la FT prend pour acquis des faits tels que le développement inégal des impérialismes émergents pour nier ce caractère. Par exemple, la Russie a un développement financier et commercial moindre, mais un développement militaire

énorme, en tant que gendarme et annexionniste, qui lui confère un caractère impérialiste. Avec la Chine, où ces traits sont plus harmonieusement développés, ils prennent ses aspects les plus retardataires par rapport aux États-Unis. De cette analyse découlent des caractérisations erronées et des politiques tout aussi erronées qui finissent par les faire capituler.

Cette méthode de raisonnement conduit également à des analyses a priori et de justification, qui les amènent à adapter la réalité à leurs schémas préconçus, tombant dans l'incongruité et les incohérences, pour tenter d'expliquer l'inexplicable, comme l'abandon de la tâche d'autodétermination. Ils la considèrent toujours comme secondaire, ce qui l'annule.

C'est la même méthode que celle des campistes, qui justifient leur politique de subordination de la classe ouvrière dans le camp bourgeois prétendant « le plus progressiste » par la généralisation in extremis d'un fait réel : qu'il existe des différences entre les différents secteurs bourgeois.

Une fois de plus, Trotsky l'explique et démontre que les sectaires et les opportunistes sont les deux faces d'une même pièce.

« Pour la longue époque de l'avant-guerre, le réformisme s'est servi, de cette manière, de facteurs très importants mais temporaires: le développement puissant du capitalisme, l'élévation du niveau de vie du prolétariat, la stabilité de la démocratie, etc. C'est le sectarisme qui se sert maintenant des tendances et des facteurs les plus importants : le déclin du capitalisme, la baisse du niveau de vie des masses, la décomposition de la démocratie, etc. Mais, de même que le réformisme de l'époque précédente, le sectarisme transforme des tendances historiques en des facteurs tout-puissants et absolus. Les "ultra-gauches" arrêtent leur analyse là où elle ne fait que commencer. Ils opposent à la réalité un schéma tout fait.

Or, les masses vivent dans la réalité. C'est pourquoi le schéma sectaire n'a pas la moindre emprise sur la mentalité des travailleurs. Par son essence même, le sectarisme est voué à la stérilité. »⁵

La FT et ses partis raisonnent de la même manière face aux réalités des pays où ils agissent, en développant des politiques sectaires qui finissent par être opportunistes en renonçant à la dispute avec les directions bourgeois et la bureaucratie syndicale. À titre d'exemple, deux faits.

En France, le CCR (section nationale de la FT) a rompu avec le NPA au milieu d'un important conflit politique, renonçant à renforcer le pôle qui luttait à gauche contre la politique réformiste du secteur mandéliste qui a capitulé devant La France insoumise par la suite.⁶

En Argentine, cette méthode a récemment conduit le PTS à tourner le dos à un événement historique de masse: un acte d'unité des organismes de défense des droits de l'homme minimisant le changement que représente l'extrême droite avec Milei au gouvernement, ne comprenant pas la crise du péronisme qui s'est aggravée et boycottant la politique d'unité d'action qui devait être menée pour intervenir et développer la mobilisation. Une analyse erronée qui a renoncé à la contestation (opportunitisme) et a tourné le dos à des milliers de personnes mobilisées (sectarisme). De même, cette politique a empêché le Front de Gauche de se présenter comme le pilier de la mobilisation unitaire. C'est l'opposé de la façon dont nous avons agi au sein du MST/LIS, où nous avons caractérisé la période ouverte avec Milei, sa relation avec la montée de l'extrême droite dans le monde, les changements de régime, la crise du péronisme et sa réfraction dans le mouvement des droits de l'homme, et à partir de là, nous avons développé une politique correcte d'unité d'action (unité/différenciation) qui nous a amenés à nous joindre à la majorité des organisations de l'Encuentro Memoria Verdad y Justicia (Rencontre Mémoire Vérité et Justice) et à réaliser cette journée historique. Le PTS, avec le PO, a proposé une alternative à la manifestation de masse et s'est contenté d'une action marginale.⁷

FACE AUX CHANGEMENTS DANS LE MONDE, PLUS DE LA MÊME CHOSE?

Comment la FT se positionnera-t-elle face aux changements opérés dans le monde à partir de l'action de Trump? Continuera-t-elle à céder au campisme ou se tournera-t-elle vers une politique indépendante? Parce que dès que Trump a pris ses fonctions de président des États-Unis, sa relation avec Vladimir Poutine ne s'est pas limitée à un échange d'éloges, mais s'est transformée en l'un des éléments concrets du tournant que le mentor d' « American first » entend imprimer au monde. La suspension officielle de l'aide militaire à l'Ukraine a été annoncée et des négociations sont en cours pour répartir son territoire et ses ressources entre la Russie et les États-Unis, au détriment du peuple ukrainien.⁸

Les premières opinions de la FT montrent à nouveau des incohérences et des contradictions dans ses analyses.

Dans une note de Philippe Alcoy (rédacteur en chef de Révolution Permanente en France), on peut lire: « *En fait, les annonces d'un rapprochement entre Trump et Poutine, ou même la formation d'une nou-*

velle «alliance», sont des lectures simplistes. (...) Un grand méfiance s'est développée entre les deux pays. D'un point de vue géopolitique, bien que les États-Unis ne considèrent pas l'Ukraine comme un élément central de leur stratégie, la rivalité avec Moscou reste très importante dans plusieurs régions du monde. Les similitudes idéologiques entre les deux présidents sont bien réelles, mais cela est loin d'être suffisant pour décréter un rapprochement des intérêts stratégiques des deux États, et encore moins pour parler d'alliance. »⁹

Claudia Cinatti, du PTS, écrit dans Ideas de Izquierda: « *Le tournant copernicien des États-Unis impulsé par Trump dans la guerre en Ukraine — passant d'allié de Zelensky à négociateur de la paix avec Poutine — a ouvert une sorte de « conjoncture stratégique », où le court terme s'articule aux déterminations structurelles de la nouvelle période. Celle-ci a été ouverte par l'épuisement de l'ordre libéral dirigé depuis Washington, et de sa version néolibérale relancée après la Guerre froide, qui avait dominé ces huit dernières décennies. »¹⁰*

Cette incohérence n'est pas nouvelle dans ce courant. Elle répond aux vices d'analyse que nous avons signalés. Mais le plus important est qu'elle n'implique aucun changement dans sa politique envers la guerre en Ukraine. Pas un mot, bien que dans cette nouvelle affaire, le principal lésé soit le peuple ukrainien, pas un mot sur son droit à l'autodétermination ni sur le soutien à la résistance ukrainienne du pays semi-colonial que les deux impérialismes, l'envahisseur et celui qui négocie la paix des cimetières et les annexions, veulent maintenant se partager.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de construire une nouvelle internationale, avec la politique et les méthodes que nous promouvons depuis la LIS.

1. Fraction Trotskiste-Quatrième Internationale. Déclaration internationale. A bas l'escalade militaire de l'OTAN en Europe de l'Est. Ni intervention impérialiste, ni ingérence militaire russe en Ukraine ! - 29/1/22. <https://www.revolutionpermanente.fr/A-bas-l-escalade-militaire-de-l-OTAN-en-Europe-de-l-Est-Ni-intervention-imperialiste-ni-ingenerance>
2. Mercatante, Esteban - Ideas de Izquierda - 24/09/2023
3. Garcia Sergio. Polémique avec la fraction trotskiste et le PTS. Incohérences et capitulations. Révolution Permanente - LIS - Décembre 2024
4. Trotsky, L. 1937. Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques.
5. Trotsky, L. 1937. Les ultra-gauches en général, et les incurables en particulier, quelques considérations théoriques.
6. <https://lis-isl.org/fr/2022/12/francia-adonde-va-la-ccr/>
7. <https://lis-isl.org/es/2025/03/argentina-los-debates-que-abriose-24-de-marzo/>
8. <https://lis-isl.org/fr/2025/04/nouvel-ordre-mondial-ou-plus-de-desordre/>
9. Ukraine. Pourquoi Trump menace-t-il la Russie ? 31/03/25. <https://www.revolutionpermanente.fr/Ukraine-Pourquoi-Trump-menace-t-il-la-Russie>
10. Claudia Cinatti. Les coordonnées d'une nouvelle période dans la situation mondiale. 22/03/25. <https://www.revolutionpermanente.fr/Les-coordonnees-d'une-nouvelle-période-dans-la-situation-mondiale>

La COURSE À L'ARMEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE et les tromperies de L'« EUROPEISME » impérialiste.



PAR MARCO FERRANDO

Le changement des relations mondiales place les impérialismes européens face à un nouveau défi. Si l'impérialisme américain s'ouvre à l'impérialisme russe, rompant ainsi l'axe transatlantique traditionnel, ils doivent réinventer de nouvelles façons de satisfaire leurs besoins militaires. C'est le sens de l'appel à la « réarmement » de l'Europe prononcé solennellement par la présidente de la Commission européenne.

L'expression « réarmement » est en soi ridicule, car les impérialismes européens n'ont jamais été désarmés. L'époque du désinvestissement dans les dépenses militaires après la chute du mur de Berlin est révolue. Les budgets militaires des États européens sont en augmentation depuis au moins une décennie. Le seuil de 2 % du

PIB pour les dépenses de « défense » a été déterminé, depuis un certain temps, par l'impérialisme américain, comme objectif minimum pour tous les pays de l'OTAN. Et tous les pays de l'OTAN, quel que soit leur gouvernement, ont évolué dans cette direction. La guerre de la Russie en Ukraine, à partir de 2022, a constitué un facteur d'accélération.

LE VIRAGE DE TRUMP, UN NOUVEAU BANC D'ESSAI POUR LES IMPÉRIALISMES EUROPÉENS

Cependant, le virage de Trump impose l'exigence d'un saut qualitatif. Il ne s'agit pas de reconstituer les arsenaux militaires pour compenser l'« aide » apportée à Zelensky. Il s'agit de répondre à l'annonce du retrait américain de la ligne de front européenne. C'est une annonce dont la

portée qualitative, la réflexion stratégique sur les relations internes de l'OTAN et les conséquences prospectives sur l'état de l'Alliance atlantique sont encore indéterminées.

Et pourtant, la nouvelle direction est très claire. Donald Trump a déclaré que l'impérialisme américain veut redimensionner sa présence en Europe pour se concentrer sur sa confrontation stratégique avec la Chine. Pour cette raison, il s'ouvre à l'impérialisme russe. Pour la même raison, il cherche à séparer la Russie de la Chine, en lui offrant en échange non seulement l'Ukraine, mais aussi un rôle mondial dans la répartition du monde. Exactement le rôle auquel aspire Poutine.

Les impérialismes européens avaient envisagé la possibilité qu'une nouvelle administration Trump crée des problèmes dans les relations avec l'Europe. Mais ils ne s'attendaient pas à un changement aussi radical et rapide. Depuis longtemps, le capitalisme européen était marginalisé dans la concurrence politique et commerciale entre l'ancienne puissance américaine et la nouvelle puissance chinoise. Mais la couverture militaire américaine semblait acquise. Pour s'assurer la continuité de cette couverture, les impérialismes européens se sont tenus disciplinés vis-à-vis de l'OTAN et de sa direction américaine dans toutes les mesures de fond, parfois au-delà de leurs propres intérêts spécifiques, ou contraints de les prendre dans les guerres d'invasion dites « humanitaires » (Afghanistan, Irak), dans les budgets militaires, dans les positions politiques de fond sur les différents tableaux de la scène mondiale. En contrepartie, ils gagnent leur propre participation, même si ce n'est qu'en deuxième ligne dans la politique impérialiste de l'Occident. Et, surtout, une position géostratégique dans le rapport de force avec les nouvelles puissances impérialistes (Chine, Russie).

LA RÉACTION DE PANIQUE DES CHANCELLERIES EUROPÉENNES

Maintenant, tout semble se précipiter avec une accélération dramatique. Cela provoque une réaction de panique dans les chancelleries européennes et leur course effrénée vers le «réarmement». Il ne s'agit pas du choix de la «Troisième Guerre mondiale» de la part de l'Union européenne, comme le disent les analystes naïfs qui soutiennent Poutine et/ou Trump et leurs propagandes respectives. Il s'agit de la construction d'une «dissuasion militaire» de l'impérialisme

européen dans la nouvelle étape du militarisme mondial.

Les relations impérialistes sont basées sur des rapports de force. Et les rapports de force ne sont pas seulement économiques et financiers, mais aussi militaires. La force militaire des impérialismes européens à l'échelle mondiale était jusqu'à présent garantie par l'OTAN.

Seulement par l'OTAN? Non. Chacun des États nationaux impérialistes a son propre poids spécifique en termes de dotation militaire, d'expérience et de tradition, d'expérience sur le front. La dotation nucléaire de la France et de la Grande-Bretagne, par exemple, leur sert à mesurer leur statut dans la politique internationale, au sein du vieux continent. Et ce n'est pas un hasard si tous les impérialismes européens, l'Italie en tête, se disputent leurs zones d'influence respectives (Balkans, Afrique du Nord, Afrique subsaharienne et Moyen-Orient) également et, en premier lieu, en renforçant leurs propres technologies militaires. Cependant, l'appartenance à l'OTAN et la protection américaine étaient, en fin de compte, la garantie des impérialismes européens. Et maintenant? Si les États-Unis se retirent, quel sera le sort de la Baltique? Le partage annoncé de l'Ukraine entre les États-Unis et la Russie entraînera un effet domino d'un partage plus large de l'Europe de l'Est. Telles sont, entre autres, les préoccupations des hautes sphères de la bourgeoisie européenne et de ses états-majors.

« CARNIVORES ET VÉGÉTARIENS ». AMBITIONS ET LIMITES DE L'EUROPÉISME IMPÉRIALISTE

« Dans un monde de carnivores, nous ne pouvons pas être végétariens », a déclaré Mario Draghi à plusieurs reprises. Du point de vue impérialiste, c'est une considération fondée. Si les grandes puissances se postulent pour se partager le monde sur la base de leur force militaire, il n'y a pas d'avenir pour les impérialismes européens sans la reconstruction de leur puissance militaire. Et une puissance armée, à son tour, suggère l'unification de l'Europe.

« La seule véritable réponse à la tournure prise par Trump passe par le développement de l'Union européenne en direction d'un État fédéral », affirment à l'unisson en ce moment les milliers de voix de l'euro-péisme bourgeois. Il y a cependant un détail regrettable: la solution fédérale est incompatible avec la nature nationale des différents impérialismes européens, en raison de leurs racines, traditions, zones d'influence et intérêts propres différents. Leurs propres appareils militaires se disputent furieusement les espaces du marché, armés les uns contre les autres. La France n'est pro-européenne que s'il s'agit d'une Europe qui la suit (et sa politique nucléaire). L'Allemagne ne veut pas se subordonner à la France et vise, de plus en plus ouvertement, sa propre relance militaire. L'Italie fait briller les joyaux de sa propre industrie de guerre (Leonardo Francatieri), souvent en ligne avec la Grande-Bretagne. Elle rivalise avec l'Allemagne pour l'hégémonie dans les Balkans et veut capitaliser sur l'effondrement de la France en Afrique (Piano Mattei).

Comment ces différents intérêts peuvent-ils être réunis sous un même toit?

800 MILLIARDS D'EUROS POUR L'ARMEMENT. QUI PAIE ET QUI ENCAISSE? LE CONFLIT ENTRE LES DIFFÉRENTS INTÉRÊTS NATIONAUX.

Les projets de « réarmement » de Von Der Leyen reflètent les divergences entre les différents intérêts nationaux. L'Allemagne s'est opposée à un nouvel endettement européen pour financer de nouvelles dépenses militaires. Les (scandaleux) 800 milliards d'euros mentionnés pour les armes sont en grande partie soumis aux différents budgets nationaux (pour un montant de 650 milliards d'euros sur 4 ans). Il est vrai que les dépenses nationales en matière d'armement sont dissociées du Pacte de stabilité (contrairement aux dépenses de santé et d'éducation) et peuvent être augmentées jusqu'à 1,5 % du PIB. Mais « *il existe un risque d'accroître les différences entre les pays membres qui ont une marge de manœuvre et ceux qui sont déjà très endettés* », observe la presse de la Confindustria (5/1). Inquiets de la possibilité que l'Italie se retrouve derrière ses concurrents européens, également en matière d'armement, ou qu'elle doive assumer une dette supplémentaire, avec le risque que cela comporte sur le marché financier. Pour compenser, Von Der Leyen garantit aux gouvernements de l'UE la possibilité de convertir en dépenses militaires les « Fonds européens de cohésion sociale » destinés aux régions défavorisées et en retard de développement du continent. C'est comme dire que le sud de l'Italie paiera les nouvelles dépenses d'armement du gouvernement Meloni/Crosetto.

La vérité est que dans le cadre capitaliste, « l'unification européenne sera soit impossible, soit réactionnaire ». C'est ce qu'écrivait Lénine en 1915, pendant la Grande Guerre. Et il avait raison. Le scénario européen actuel est emblématique. D'une part, les différents impérialismes de l'UE ne peuvent pas créer un État fédéral paneuropéen tel qu'ils sont développés avec leurs contradictions nationales insurmontables, d'autant plus si l'on tient compte de la montée en puissance des (pires) forces souverainistes en leur sein.

D'autre part, tous les projets européistes, dans le cadre capitaliste actuel, entraînent le développement du militarisme impérialiste, au détriment des travailleurs, des travailleuses, de tous les exploités.

LA TROMPERIE DE L'EUROPÉISME LIBÉRAL. LA SUBORDINATION DES GAUCHE RÉFORMISTES.

L'idée d'un Europe «autonome des États-Unis» et donc «puissance de paix» est récurrente dans la rhétorique « progressiste » des gauches réformistes. Mais il s'agit d'une réalité vue sous leur optique idéologique. Un Europe capitaliste autonome des États-Unis ne peut être qu'une puissance armée. Pas moins armée, sinon plus armée. Une puissance « carnivore » parmi les puissances « carnivores ». Une puissance qui lutte contre d'autres pour la répartition de la planète.

La multipolarité mondiale comme garantie de paix est une illusion naïve ou une mystification délibérée. C'est précisément la multiplication des pôles impérialistes en lutte pour le partage du monde qui pousse à la guerre. Le « réarmement » de l'Europe, en réponse au retrait de Trump, montre un renforcement de cette tendance internationale. Il s'agit de se réserver une autre place à la table de la subdivision de la planète.

Les « *projets secrets* » de reconversion militaire de l'industrie automobile italienne, révélés par le Corriere della Sera (1/3), sont éloquents sur la tendance européenne actuelle dans ce domaine. « *L'Allemagne se reconvertit dans l'armement, se préparant à dépenser 200 milliards, l'Italie doit s'adapter pour ne pas perdre son industrie* », déclare textuellement le journal de Banca Intesa. Produire des chars plutôt que des voitures répond certainement au triomphe en bourse des actions du secteur de la guerre. Mais ce n'est pas exactement une reconversion de « paix ». C'est la participation à la course vers une perspective historique de guerre.

Heureusement, ces projets de « réarmement » ont un problème: la méfiance ouverte d'une partie de l'opinion publique européenne ou son hostilité. En particulier, dans les masses laborieuses, déjà frappées par la réduction des salaires et les coupes sociales au nom du « progrès », et aujourd'hui appelées à payer de leur poche la course aux armements au nom de la « défense de la patrie », qu'elle soit nationale ou européenne. Aujourd'hui comme hier dans l'intérêt exclusif des capitalistes et de leurs profits.

POUR UN EUROPE SOCIALISTE, LA SEULE ALTERNATIVE DE PAIX

C'est pourquoi nous luttons contre toute « réarmement » impérialiste, national, européen, mondial. Contre toute l'OTAN, ancienne ou nouvelle, contre toute économie de guerre. Contre toute augmentation des dépenses militaires, et même pour leur élimination au profit de la santé et de l'éducation, en priorité. Pour la nationalisation sans indemnisation de toute l'industrie de guerre sous le contrôle des travailleurs.

La lutte pour la paix est la lutte contre tout impérialisme, à commencer par le sien, ou elle ne l'est pas. Le problème n'est pas d'armer l'Europe, mais de désarmer la bourgeoisie européenne. Cela ne peut être réalisé que par une révolution sociale.

Le seul Europe possible en paix est celui dans lequel les travailleurs et les travailleuses gouvernent. Un Europe socialiste. Le seul qui puisse unifier l'Europe sur des bases progressistes. Le seul qui puisse prendre parti en faveur de tous les peuples opprimés et de leurs droits de résistance, sans intention de rapiner. Le seul qui puisse encourager la rébellion des masses laborieuses d'Amérique du Nord, de Russie, de Chine, contre leurs propres impérialismes, leurs guerres et leurs politiques coloniales.

Nouveau gouvernement, NOUVELLE ATTAQUE GÉNÉRALE

PAR MARTIN SUCHANEK

La coalition de Merz prépare une attaque générale contre les travailleurs et les opprimés : réarmement, coupes budgétaires et racisme. Alors que la droite progresse, le Parti de Gauche canalise une partie du mécontentement. Les révolutionnaires doivent organiser la résistance et proposer une issue socialiste.



Friedrich Merz

« Nous voulons que l'Allemagne soit à nouveau au sommet. » C'est ainsi que Friedrich Merz résume l'accord de coalition entre la CDU et la CSU, les deux partis conservateurs, et le SPD social-démocrate. Bien que le Parlement doive encore voter sur la nouvelle « grande coalition » début mai, sa création est un fait.

Le prochain gouvernement sera dirigé par Friedrich Merz, un représentant de longue date de l'aile néolibérale, socialement conservatrice et alignée sur les États-Unis de la CDU. Avec une certaine ironie, il devra diriger l'impérialisme allemand dans une période de rivalité ouverte avec les États-Unis. Quoi qu'il en soit, personne ne devrait se faire d'illusions quant à la détermination avec laquelle le nouveau gouvernement allemand relèvera les défis posés par Trump dans la lutte pour la redistribution du monde.

En accord avec la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, la réponse du nouveau gouvernement allemand à « Que les États-Unis redeviennent grands » (*Make America Great Again*) est « Que l'Europe redevienne indépendante » (*Make Europe Independent Again*). En Allemagne, le programme du gouvernement de Merz se traduit par une attaque totale contre la classe ouvrière et les secteurs opprimés à tous les niveaux. Voici seulement ses principaux points :

1. RÉARMEMENT ET MILITARISATION

En réponse à l'agitation provoquée par Trump dans les relations transatlantiques, le Parlement allemand a approuvé le 18 mars un programme de réarmement massif. En 2024, le budget militaire s'élevait à 71,75 milliards d'euros (2,1 % du PIB) ; à partir de cette année, il passera à 3,5 % du PIB, soit 120 à 150 milliards par an. À cela s'ajoute que l'UE veut réserver 800 milliards pour la réarmement de ses États membres.

Ce programme implique la réintroduction du service militaire obligatoire et la création d'un arsenal nucléaire européen distinct avec la France. Par conséquent, la taille de l'armée augmentera massivement et, bien qu'elle se développe dans le cadre de l'OTAN, les bases des futures armées de l'UE seront jetées.

2. PROGRAMME D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL

Ce vaste programme de réarmement a été complété par la CDU/CSU et le SPD par un programme non moins important d'investissement dans les infrastructures en Allemagne. Un fonds spécial de 500 milliards d'euros a été créé à cet effet

en marge du budget pour les dix prochaines années.

Les partis de la coalition ne se lassent pas de présenter le programme d'investissement comme une grande bénédiction pour tous. En réalité, il sert bien sûr les intérêts du capital allemand et de sa compétitivité internationale. D'une part, le programme sert de plan de relance économique de plusieurs milliards et, d'autre part, de renouvellement du capital social et d'augmentation de la puissance productive en termes de transport, de communication et d'infrastructure informatique.

La pression pour réduire les dépenses municipales et sociales, qui découle du « frein à l'endettement », un programme d'austérité inscrit dans la Constitution, n'est pas non plus levée. Au contraire : alors qu'un billion est libéré pour la guerre et le capital, les programmes pour les réfugiés, les chômeurs, les retraites, l'éducation, l'enfance et la santé sont encore plus réduits.

prestations sociales pour les demandeurs d'asile et les réfugiés seront considérablement réduites. En outre, les migrants qui ont la nationalité allemande sont également menacés de se la voir retirer s'ils s'opposent à la politique de l'État allemand, par exemple en soutenant les Palestiniens. Dans le même temps, des travailleurs hautement qualifiés et de la main-d'œuvre bon marché continueront d'être recrutés à l'étranger, mais désormais dans un régime d'insécurité juridique constante, afin de faciliter leur exploitation.

5. POUR « SAUVER LA COMPÉTITIVITÉ » DU CAPITAL ALLEMAND : ATTAQUES EN PROFONDEUR CONTRE LES EMPLOIS, LES REVENUS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Ces politiques racistes visent non seulement à disputer le terrain à l'extrême droite, mais aussi à diviser la classe ouvrière et, par conséquent, à saper sa capacité de lutte.

Les licenciements, la rationalisation et la flexibilisation des conditions de travail sont à l'ordre du jour dans toute la grande industrie. En outre, les heures de travail hebdomadaires seront flexibilisées.

Deuxièmement, l'aide (appelée « revenu des citoyens ») aux chômeurs de longue durée et aux pauvres sera réduite, mais surtout, les sanctions contre les chômeurs seront renforcées et les prestations seront supprimées s'ils ne se plient pas à toutes les exigences des autorités. L'âge de la retraite ne sera pas relevé, mais une « pension active » sera introduite pour que les retraités puissent continuer à travailler en tant que travailleurs flexibles avec des salaires plus bas et non imposables.

Par conséquent, des coupes massives et des privatisations dans le secteur social, l'éducation, les écoles, les soins médicaux et infirmiers sont à prévoir, ce qui affectera principalement les travailleuses, la communauté LGBTIAQ et les secteurs raciaux opprimés. En outre, la nouvelle coalition prévoit une série d'exonérations fiscales et de subventions pour le capital allemand, et sous couvert de « débureaucratisation », elle suspendra également les réglementations sociales et environnementales pour les entreprises.

UNE ATTAQUE GÉNÉRALISÉE

Dans l'ensemble, tout cela représente une attaque généralisée contre la classe ouvrière, les secteurs opprimés et les mouvements environnementaux et sociaux, qui sera également complétée par de



3. RENFORCEMENT DE L'UE EN TANT QUE BLOC IMPÉRIALISTE

Ces dernières années, l'UE et l'Allemagne ont été distancées par les États-Unis et la Chine dans la lutte pour la redistribution du monde, mais en tant que puissance mondiale, elles ont également été distancées par la Russie. Elles doivent donc faire un nouvel effort pour que l'UE, en tant que bloc impérialiste sous la direction de l'Allemagne et de la France, devienne un concurrent mondial à la hauteur et surmonte ses contradictions internes.

4. RACISME, EXPULSIONS ET « MIGRATION RÉGULÉE »

L'accord de coalition entre la CDU/CSU et le SPD annonce de profondes attaques contre les migrants et les réfugiés. Le droit d'asile sera largement aboli, les contrôles aux frontières seront renforcés et les

nouvelles restrictions des droits démocratiques. Malheureusement, la criminalisation de la solidarité avec la Palestine et des militants socio-environnementaux n'est qu'un signe avant-coureur de nouvelles mesures de surveillance.

Tout cela est justifié par l'évolution de la situation internationale et l'orientation géostratégique des États-Unis avec Trump. Désormais, l'Allemagne « démocratique » est menacée non seulement par la Russie et la Chine, mais aussi par les États-Unis en tant que rival et ennemi potentiel. L'alliance transatlantique et ses institutions sont en jeu, et comme tous ceux qui craignent d'être perdants dans le réalignement du monde, le gouvernement allemand, ses alliés et la Commission européenne justifient leur programme de renforcement politique, économique et militaire comme un acte d'autodéfense contre le mal. Il n'y a guère de programme d'entretiens, d'éditorial, de déclaration du centre gouvernemental qui n'essaie pas de nous secouer avec ce concept d'« heure fatidique pour notre démocratie ». Bien sûr, on n'entend rien sur les intérêts économiques et géostratégiques impérialistes de l'Allemagne.

Pour l'instant, ces mensonges ne sont diffusés que par les médias et les partis bourgeois. Les directions syndicales et les comités d'entreprise des grandes entreprises se joignent également au chœur des défenseurs allemands de la patrie. Sous leur direction, les syndicats sont un pilier du nouveau gouvernement. Ils présentent le programme d'investissement comme un grand succès de leur part, ils n'ont pas d'objections fondamentales à un réarmement, bien que pour certains bureaucrates de gauche, cela puisse aller trop loin, tandis que d'autres espèrent des emplois bien rémunérés dans l'industrie de l'armement. Ils gardent le silence sur le racisme. En matière de questions sociales et de droits des travailleurs, il y a du mécontentement, mais ils préfèrent le résoudre par la négociation, comme lors des négociations collectives de ces dernières années, plutôt que par des grèves et des mobilisations.

LA DROITE

Les directions des syndicats et du SPD, qui sont étroitement liées, incarnent donc le principal obstacle à la lutte défensive contre la course aux armements, la menace de guerre, le racisme anti-immigrés et les attaques contre les conquêtes de la classe ouvrière. Ils forment le rempart de la « paix sociale » et de la démobilisation.

Grâce aux politiques de la grande coalition et au soutien que les syndicats leur apportent, la droite connaît une croissance accélérée, en particulier l'AfD (Alternative pour l'Allemagne), un parti populiste de droite. L'AfD a obtenu 20,80 % des voix aux élections, atteignant 24 % dans les sondages actuels et en hausse.

Dans tout l'est de l'Allemagne (à l'exception de Berlin), l'AfD est devenue le parti le plus fort. Ce qui est particulièrement remarquable, c'est qu'elle a non seulement réussi à gagner les propriétaires de petites entreprises et la petite bourgeoisie, mais qu'elle a également obtenu de bons résultats auprès des personnes en situation économique précaire (39 %), des travailleurs manuels (38 %) et des chômeurs (34 %).

En outre, elle est devenue la deuxième force politique chez les jeunes électeurs (de 18 à 24 ans). Les résultats sont alarmants. Bien que l'AfD ne soit pas un parti fasciste, mais une force populiste raciste de droite, les quelque 10 millions de voix exprimées en sa faveur ne sont pas, pour la plupart, des votes de mécontentement « désorientés », mais une base électorale consolidée qui vote pour l'AfD non pas malgré, mais à cause de son racisme, qu'elle présente, comme le FPÖ en Autriche, comme une réponse réactionnaire aux problèmes sociaux.

LE PARTI DE GAUCHE

Contrairement à la tendance générale à la droite lors des élections nationales, Die Linke a remporté une victoire. Jusqu'à récemment, à la mi-2024, il semblait peu probable qu'elle soit représentée au Parlement en raison de l'obstacle des 5 %, après des défaites catastrophiques aux élections européennes et à plusieurs élections nationales. Cependant, un changement de tendance était déjà perceptible fin 2024 et début 2025, mais personne à l'époque n'aurait pu s'attendre à un score de 8,77 % aux élections. Cette évolution s'est poursuivie depuis lors. Actuellement, Die Linke affiche 11 % dans les sondages.

La gauche a particulièrement bien réussi auprès des primo-votants. Son parti est devenu la force la plus importante chez les jeunes de 18 à 24 ans avec 24 % (+17 % par rapport à 2021), suivi par l'AfD avec 21 %. Cela reflète une forte polarisation de gauche à droite chez les jeunes. Les jeunes femmes ont notamment voté pour le Parti de gauche avec un taux de 37 %, tandis que l'AfD est majoritaire chez les jeunes hommes.

Le succès du Parti de gauche est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, il a gagné un grand nombre de membres depuis la rupture avec Sahra Wagenknecht ; plus de 60 000 ont rejoint le parti depuis fin 2023. Die Linke compte désormais plus de 110 000 membres. Cela s'est accompagné d'un rajeunissement de sa composition.

Des millions de personnes ont voté pour Die Linke parce qu'ils la perçoivent comme la seule opposition aux attaques néolibérales, aux coupes budgétaires, à la militarisation et au racisme. Cela rend également



Elon Musk en visioconférence lors d'une réunion électorale de l'AFD

attrayant le programme réformiste de gauche du parti, qui inclut l'État-providence, la redistribution sociale, le désarmement et le pacifisme comme solution à tous les problèmes, ce qui correspond au conscience réformiste dominante de ses électeurs.

En même temps, le caractère réformiste et bourgeois de ces politiques est de plus en plus évident. Le Parti de Gauche se concentre unilatéralement sur la « question sociale », c'est-à-dire sur les réformes sociales. Bien sûr, la lutte contre la hausse excessive des loyers, contre les augmentations de prix et pour la sécurité sociale est très importante. Mais en même temps, il essaie d'éviter d'autres questions centrales. Par exemple, il se présente comme antiraciste et antifasciste, mais ne comprend pas la lutte contre le racisme et le fascisme, pour l'égalité des droits pour tous les migrants et réfugiés, comme faisant partie intégrante de la lutte des classes. Il se concentre donc sur des alliances de type front populaire avec les partis bourgeois et l'Église, plutôt que sur un front unique des travailleurs. En outre, il rejette la lutte pour l'ouverture des frontières, les pleins droits de citoyenneté et le développement de structures d'autodéfense contre les attaques racistes et fascistes.

Par-dessus tout, Die Linke, qui embrasse actuellement aussi le « socialisme » et la « politique

de classe », étude les questions internationales. Elle ne se prononce pas sur l'accord réactionnaire de Trump et Poutine sur l'Ukraine. Elle le rejette, mais son alternative à cette politique d'apaisement réside dans l'invocation utopique des forces de maintien de la paix de l'ONU pour la garantir et d'une nébuleuse « structure de sécurité européenne ». En principe, elle ne remet pas en question la « capacité de défense » de la Bundeswehr et de l'Allemagne. Bien qu'elle ait voté contre le réarmement de la Bundeswehr à la chambre basse du Bundestag en mars, ses membres des gouvernements des Länder de Brême et de Mecklembourg-Poméranie occidentale ont voté pour !

La parti est également divisé en interne sur la cause palestinienne. Pendant des mois, il a refusé de qualifier le génocide de génocide. L'aile pro-sioniste du parti voulait devancer le gouvernement pour se déplacer vers la droite, et certaines de ces personnalités ont finalement tourné le dos au parti en 2024. Dans le même temps, la direction du parti a également exclu le célèbre antisémite Ramsis Kilani pour avoir porté atteinte à la réputation du parti. Cela montre en réalité l'incapacité politique à réagir de manière adéquate aux attaques venant de l'intérieur et de l'extérieur.

Tout cela démontre que le succès du Parti de gauche repose sur des bases réformistes politiquement faibles. Cependant, cela démontre également qu'il était politiquement correct de soutenir de manière critique le Parti de gauche lors des élections nationales. Des dizaines de milliers de nouveaux membres et plus de quatre millions d'électeurs représentent une force potentielle pour résister aux attaques du capital allemand et de la prochaine gouvernement. Ce n'est qu'en mobilisant ces secteurs sur les lieux de travail, dans les syndicats et dans la rue qu'il sera possible d'attirer avec eux des secteurs plus larges de la classe ouvrière, de changer le cap des syndicats et de mobiliser les membres et les électeurs mécontents des sociaux-démocrates, des Verts et des abstentionnistes et de s'opposer activement à leurs partis.

Dans cette situation, la tâche des révolutionnaires est d'expliquer comment on peut construire la résistance au prochain gouvernement, de plaider pour une front uni contre l'attaque générale, dans le Parti de Gauche, dans la gauche radicale, dans les syndicats et les lieux de travail.

Le fait que la direction du Parti de gauche n'ait pas de plan pour mener ce combat ne doit pas être un obstacle à l'intervention active des révolutionnaires parmi les membres et les électeurs du parti. Au contraire, cela ouvre un champ pour la lutte commune

André Pestana: «Il est possible de CONSTRUIRE une ALTERNATIVE pour DÉFENDRE ceux qui TRAVAILLENT”

ENTRETIEN AVEC FLOR SALGUEIRO

La présidence de Trump a eu un impact profond sur le monde. L'Australie n'a pas

fait exception, Trump a déclenché des tensions en pleine campagne électorale.

La droite conservatrice, autrefois enthousiasmée par sa victoire, subit aujourd'hui les conséquences de cette proximité. Face à l'avancée du militarisme et de l'extrême droite, la tâche des révolutionnaires est de construire une alternative.

Que pensez-vous de la crise politique et des élections anticipées du 18 mai prochain?

Cette crise politique survient essentiellement parce que, comme le dit le peuple portugais, « les commères s'enervent, les vérités se savent ». Début février 2025, le gouvernement de Luis Montenegro a présenté à Bruxelles une reprogrammation du PRR (Plan de Relance et de Résilience), modifiant de manière significative les groupes économiques portugais qui bénéficiaient des nombreux millions d'euros de fonds européens. Cela a suscité le mécontentement des secteurs d'entreprises soutenus par le PS (ancien gouvernement) qui, dominant certains médias, ont commencé à faire pression sur le gouvernement et à dénoncer des cas « suspects » (datant de plusieurs mois ou années) impliquant Luis Montenegro et d'autres membres du gouvernement de droite. Ces scandales, alors que le gouvernement n'avait pas la majorité absolue au Parlement, ont provoqué une crise et celui-ci a décidé de « fuir », en présentant une motion de confiance qui, comme on pouvait s'y attendre, n'a pas



été approuvée par les autres partis et a entraîné la chute du gouvernement et la convocation d'élections anticipées.

Comment en êtes-vous venu à vous présenter à la présidence en 2026 ?

Je présente ma candidature à la présidence de la République parce qu'il manque une représentation politique, des nouveaux combats des travailleurs, de leur démocratie et de leur combativité, et parce qu'à l'occasion du 50e anniversaire de la révolution du 25 avril, j'ai été mis au défi de le faire par 50 militants sociaux. Ces militants, dont beaucoup sont des représentants des travailleurs, viennent de différents secteurs tels que l'éducation, la santé, les transports, la banque, l'eau et les déchets urbains, l'arrimage, les centres d'appel, etc. <https://andreprestana.pt/manifesto-dos-50-ativistas/>

Qu'est-ce qui vous a motivé à faire le saut en politique ?

Tout ce que nous faisons (et même ce que nous ne faisons pas) dans la société est politique. J'ai l'habitude de dire qu'une personne peut même dire qu'« elle n'aime pas la politique », mais, qu'elle le veuille ou non, la politique ne la laisse pas tranquille. Chaque jour, la politique affecte nos poches, nos conditions de travail, les écoles de nos enfants, les hôpitaux,

la qualité de l'environnement dans lequel nous vivons, etc. Défendre l'école et la santé publiques, une planète écologiquement durable, le droit de grève et de manifestation, lutter contre les bas salaires/pensions, la précarité, le racisme, le sexism, la LGBTphobie, les écarts croissants entre les très riches (une demi-douzaine) et les très pauvres (des milliards d'êtres humains), lutter pour le bien commun, etc., tout cela est politique. Et lorsque nous ne faisons rien face à l'injustice, nous prenons également parti ou nous jouons un jeu politique. Comme le dirait le prix Nobel de la paix Desmond Tutu : « *La neutralité face à l'injustice, c'est choisir le camp de l'opresseur* ». Face au monde dans lequel nous vivons, face à l'accroissement des différences sociales entre les très riches et les millions d'êtres humains qui vivent dans la pauvreté, face à la montée de l'extrême droite, face à la destruction de l'environnement et des services publics, je ne peux pas rester indifférent et je veux contribuer à un changement dans le sens de la défense de la majorité de la population.

Quelles sont vos principales propositions ?

Les principales propositions, bien que la candidature à la présidence de la République soit officiellement une candidature individuelle, sont élaborées avec des militants sociaux, dont la plupart n'ont pas d'expérience partisane, ce qui montre également la portée de cette candidature. Parmi les idées que nous avons déjà présentées, citons par exemple la défense de la dignité de nos retraités, en mettant en débat la fixation des valeurs des pensions entre un minimum de 1 000 et un maximum de 5 000 euros, ou la lutte contre les priviléges des politiciens, en discutant du fait que le salaire d'un député devrait être égal au salaire moyen d'un professeur de lycée. Nous sommes également totalement opposés à quiconque voudrait nous entraîner dans une guerre ou une économie de guerre. Pas un euro de plus pour les guerres de l'OTAN et le commerce de l'industrie de l'armement. Il est temps d'ouvrir les yeux, notre guerre doit être contre les bas salaires/retraites, contre la précarité, contre les inégalités et les priviléges/corruption croissants, contre la destruction des services publics et de l'environnement.

L'extrême droite est à l'affût. Quel message adressez-vous à ceux qui cherchent une alternative mais hésitent entre différentes options ?

L'extrême droite se développe parce que les gouvernements dits centristes (souvent avec le soutien plus ou moins explicite des partis de gauche) n'ont résolu aucun des principaux problèmes qui touchent les travailleurs (précarité, bas salaires, manque de logements, services publics de plus en plus dévalorisés, insoutenabilité écologique)... Et ils n'y sont pas parvenus parce qu'ils ont gouverné essentiellement en faveur des plus riches, ce qui explique pourquoi nous assistons, au niveau national et international, à une concentration croissante de la richesse entre les mains de quelques familles, alors que de plus en plus de gens se retrouvent dans une situation économique plus difficile ou sont contraints d'émigrer. Au Portugal, le fait que des partis tels que le BE (Bloco de Esquerda) et le PCP (Partido Comunista Português) aient explicitement soutenu les gouvernements du PS (Partido Socialista) (entre 2015 et 2021) a permis à l'extrême droite portugaise, qui n'était pas encore significative, de réussir à représenter le vote protestataire, en élisant pour la première fois un député (2019) puis en augmentant à 12 députés (2022). Cependant, il

ne fait aucun doute que l'extrême droite bénéficie du soutien de grands groupes économiques (financiers et médiatiques) et représente un secteur des puissants qui cherche à exacerber encore plus les différences sociales, les conditions de travail et la répression/oppression qui existent déjà aujourd'hui. La seule issue favorable à la majorité de l'humanité est que les travailleurs et les jeunes s'organisent démocratiquement, sur les lieux de travail, dans les écoles, dans les quartiers, pour décider de notre avenir collectif en termes sociaux et écologiques.

Quels sont les délais et les principales tâches à accomplir pour que la candidature soit officiellement reconnu ?

Pour que la candidature présidentielle soit reconnue, nous devrons surmonter un obstacle bureaucratique de taille : recueillir plus de 7 500 signatures (validées) d'ici la fin novembre, puis nous présenter devant des centaines de Juntas de Freguesia¹ (du nord au sud du pays). Si nous y parvenons, ce sera déjà une grande victoire pour une alternative aux politiciens traditionnels et à l'extrême droite.

Voulez-vous ajouter quelque chose?

Pour ceux qui pensent qu'il est utopique de croire que la véritable alternative aux politiciens traditionnels et à l'extrême droite est l'organisation et la mobilisation de ceux qui travaillent, je voudrais partager une expérience récente que j'ai vécue personnellement. En 2022/2023, beaucoup considéraient également comme utopique que le plus petit syndicat de l'éducation (S.T.O.P.) remporte des victoires significatives non seulement contre un gouvernement à majorité absolue du PS, mais aussi, malheureusement, contre toutes les calomnies/attaques des syndicats traditionnels (menées principalement par le PCP/BE et le PS/PSD - Parti social-démocrate). Cela n'a été possible que parce que ceux qui ont décidé des principales formes de lutte (y compris les manifestations de 100 000 personnes) n'étaient pas André Pestana et les dirigeants du S.T.O.P., mais les comités de grève des professionnels de l'éducation organisés démocratiquement dans des centaines d'écoles (indépendamment de leur affiliation syndicale ou partisane). Ce n'est qu'un autre exemple de la nécessité et de la possibilité de l'organisation/mobilisation des travailleurs pour obtenir des changements sociaux significatifs qui semblaient auparavant impossibles.

1.- Les Juntas sont les organes exécutifs des plus petites divisions administratives du Portugal chargés de confirmer que chaque signataire est citoyen du pays, qu'il vit dans cette ville, qu'il est électeur et qu'il peut voter parce qu'il a plus de 18 ans.



L'HOLOCAUSTE DE LA PALESTINE sous le signe du NETTOYAGE ETHNIQUE impulsé par Trump et Netanyahu.

PAR VERÓNICA O'KELLY

J'ai fait tout cela par foi en la cause palestinienne. Je crois que cette terre est à nous, et mourir pour la défendre et servir son peuple a été le plus grand honneur de ma vie. Je vous le demande maintenant: continuez à parler de Gaza. Ne laissez pas le monde lui tourner le dos. Continuez à vous battre, continuez à raconter nos histoires, jusqu'à ce que la Palestine soit libre. Pour la dernière fois, Hossam Shabat¹, du nord de Gaza.

La férocité coloniale et raciste du sionisme a dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer et ce qui semblait être un fait historique dépassé s'est transformé en un nouvel Holocuaste, cette fois du sionisme contre le peuple palestinien. Le retour de Trump à la présidence des États-Unis, renforçant le soutien inconditionnel à l'État génocidaire d'Israël, en particulier dans un alignement absolu sur la ligne de nettoyage ethnique de Netanyahu et de l'extrême droite fasciste du sionisme, marque un nouveau moment de la Nakba (catastrophe) commencée en 1948.

LA TENTATIVE DE CESSEZ-LE-FEU ET UN SIONISME INCONTRÔLÉ

Contrairement à ce qu'espéraient les architectes du massacre, la barbarie n'est pas passée inaperçue. Les mobilisations internationales en solidarité avec le peuple palestinien se sont multipliées et ont exercé une pression dans le monde entier. Des universités occupées, des grèves, des boycotts et de grandes

manifestations dans les rues ont brisé le siège de la propagande sioniste et ont contribué à révéler comme jamais auparavant le véritable caractère de l'État d'Israël: raciste, colonial et fondé sur un régime d'apartheid.

Comme nous l'avons écrit dans une déclaration de la LIS du 29 janvier: «L'impérialisme est également conscient de l'usure que le sionisme a subie ces 15 derniers mois. Comme cela ne s'était pas produit au cours des 76 années d'occupation, l'État d'Israël a été démasqué et discrédité aux yeux d'une grande partie de la population mondiale.



Cela l'affaiblit dans son rôle de gendarme pour lequel il a été créé et a été un facteur supplémentaire pour forcer Netanyahu à mettre fin à la folie génocidaire.

Cette pression de la mobilisation internationale a été fondamentale pour forcer un cessez-le-feu temporaire, limité et fragile. Trump a milité pour cette voie qui signifiait détruire le peuple palestinien par une tactique moins évidente, celle du nettoyage ethnique sans les bombes de Netanyahu sur Gaza. Mais cela n'a pas réussi et le gouvernement israélien, aux mains de l'extrême droite du Likoud², a violé le cessez-le-feu quelques jours plus tard, reprenant son offensive génocidaire avec encore plus de violence, cherchant à éliminer toute trace de résistance palestinienne et à achever le projet d'expulsion et d'anéantissement d'un peuple entier, ouvrant ainsi une nouvelle phase du génocide, celle du nettoyage ethnique.

LA « SOLUTION FINALE » DE TRUMP ET NETANYAHU

L'État d'Israël et l'impérialisme américain, aujourd'hui sous le commandement de Donald Trump, sont entrés dans ce qu'ils appellent cyniquement la « solution finale » à Gaza. Cette nouvelle phase représente un changement par rapport à la précédente. Trump exprime ouvertement l'objectif, non plus de liquider la résistance, mais de « nettoyer » la Bande de Gaza des Palestiniens pour entreprendre des affaires capitalistes.



Cette phase est la continuation brutale d'un génocide qui a déjà fait des dizaines de milliers de morts, dont une majorité de femmes et d'enfants. L'invasion terrestre, les bombardements incessants, l'encerclement total et la destruction systématique des hôpitaux, des écoles et des habitations constituent un schéma qui ne peut être qualifié autrement que d'holocauste planifié.

Gaza fait face à une crise humanitaire sans précédent. Plus de 280 000 personnes ont été déplacées au cours des deux dernières semaines, et deux tiers du territoire sont désormais des zones interdites, selon l'ONU. La famine se propage, l'accès à l'eau potable est réduit et les puces infestent les camps de déplacés improvisés. Tout cela avec un système de santé complètement effondré.

Trump affirme que « les États-Unis prendront en charge le territoire du Gaza », qui deviendra une propriété immobilière transformée en «

Riviera du Moyen-Orient, un nouveau paradis pour l'emploi et le tourisme ». Il est allé jusqu'à diffuser une vidéo produite par intelligence artificielle montrant à quoi ressemblera ce « paradis », une démonstration répugnante de colonialisme qui ne se prive pas de faire étalage de racisme impérialiste. Netanyahu, pour sa part, « offre » au peuple palestinien la possibilité de quitter Gaza, d'abandonner sa terre comme seule possibilité d'éviter la mort, et affirme qu'Israël contrôle déjà plus de 50 % du territoire du Gaza.

Le nettoyage ethnique est en cours dans le but d'obtenir l'occupation totale de Gaza, comme l'expriment ouvertement les chefs sionistes et impérialistes. La stratégie coloniale est dirigée contre tout le peuple palestinien. En Cisjordanie, l'apartheid, les prisons illégales et les assassinats sont quotidiens et se sont multipliés depuis octobre 2023, parallèlement aux attaques de plus en plus violentes de colons enhardis par le génocide en cours. Le sionisme ne s'arrête pas en Palestine, son objectif colonial est l'expansion et c'est pourquoi il ne cessera d'attaquer le Liban, la Syrie et tout le Moyen-Orient.

Mais rien n'est aussi simple pour l'impérialisme en cette période de crise capitaliste et de désordre mondial. Il existe de nombreux conflits interimpérialistes, une lutte pour l'hégémonie croissante et une polarisation sociale de plus en plus forte. Le peuple palestinien à Gaza résiste héroïquement et, bien qu'il soit massacré par l'une des armées les plus puissantes du monde, il refuse d'accepter la « solution finale » de l'exil. C'est un exemple de lutte et de résistance que le monde entier voit et qui fait grandir la solidarité et le soutien à la Palestine et à sa lutte pour la libération de l'oppression et de l'apartheid colonial sioniste.

LES JOURNALISTES ET LES ÉQUIPES MÉDICALES D'URGENCE SONT DES CIBLES MILITAIRES

Pour atteindre son objectif de nettoyage ethnique, l'armée sioniste s'efforce de liquider tout outil permettant de dénoncer la barbarie du génocide et/ou de soigner les personnes blessées ou malades. Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lui-même accusé Israël d'avoir transformé la Bande de Gaza en un camp d'extermination.

Depuis le 7 octobre 2023, au moins 232 journalistes et travailleurs des médias ont été assassinés dans la Bande de Gaza, selon les données d'Al Jazeera, du Comité pour la protection des

Les limites du fondamentalisme islamique bourgeois

Ghassan Kanafani, marxiste palestinien historique et fondateur du Front populaire de libération de la Palestine, a déjà averti dans son livre « La révolte de 1936-1939 en Palestine » que la principale menace pesant sur le mouvement national palestinien comprend trois ennemis : « l'élite réactionnaire locale, les gouvernements des états arabes entourant la Palestine et l'ennemi sioniste-impérialiste ».

La confiance du Hamas dans le soutien de l'Iran pour affronter Israël s'est avérée utopique. Au-delà des discours enflammés et des gestes symboliques, l'Iran n'a pas offert d'aide militaire substantielle, ni mobilisé son pouvoir réel pour arrêter le génocide en cours. Dans les faits, son rôle s'est limité à maintenir le statu quo et à la politique de négociation avec l'impérialisme sans entrer en confrontation militaire avec lui. Les Houthis du Yémen ont fait bien plus que le puissant Iran, en coulant de grands navires, y compris des drones et des missiles, obligeant l'impérialisme à emprunter des itinéraires alternatifs plus longs et plus coûteux. L'« axe de la résistance », sous le commandement de l'Iran, s'est avéré être davantage une construction propagandiste qu'une alternative militaire efficace.

La Palestine agit comme un collaborateur ouvert du régime sioniste, maintenant l'ordre en coordination avec les services de sécurité de l'État d'Israël et trahissant toute forme de résistance palestinienne. Ce secteur est la principale référence de l'utopie réactionnaire de l'État binational ou de la politique ultra-ratée et traîtresse des deux États, bien qu'il ne soit pas le seul.

Tant le Hamas, malgré son héroïsme, que le Hezbollah et le régime iranien partagent un projet politique réactionnaire : l'instauration d'un État palestinien capitaliste et islamiste fondamentaliste, similaire au modèle théocratique iranien. Il s'agit d'une stratégie profondément autoritaire qui reproduit la logique du pouvoir bourgeois sous une couverture religieuse. Des différences irréconciliables nous séparent de cette perspective politique. On ne peut vaincre le sionisme ni instaurer une paix juste dans la région sous la bannière du fondamentalisme ou du nationalisme bourgeois.

Le sionisme israélien, pour sa part, continue de compter sur la complicité explicite ou implicite de puissances qui, mal-

gré leur rhétorique anti-occidentale, entretiennent des relations économiques et diplomatiques propices au génocide. La Russie et la Chine, des impérialismes émergents, ne sont pas allés au-delà de déclarations diplomatiques ambiguës alors qu'elles poursuivent leurs affaires avec Netanyahu. Il en va de même pour la plupart des gouvernements arabes qui, au-delà de leurs gestes symboliques, ont normalisé leurs relations avec Israël ou restent en marge, privilégiant la stabilité de leurs propres régimes par rapport à la solidarité avec la Palestine.

« Nous voulons vivre »: un cri qui se fait entendre à Gaza

Les ruines de Gaza ne sont pas seulement marquées par les cratères des bombes sionistes, mais aussi par le cri désespéré d'une population qui demande : « Nous voulons vivre ». Après un an et demi de massacre brutal, avec plus de 50 000 morts, pour la plupart des femmes et des enfants, une nouvelle vague de protestations a secoué le territoire. Il ne s'agit pas seulement d'une rébellion contre l'occupation et le génocide, mais aussi d'une critique croissante envers le Hamas.

La colère accumulée par des décennies de blocus, de famine, de mort et de désespoir a éclaté spontanément, sans la direction de l'Autorité palestinienne ni d'aucune force politique traditionnelle. Les manifestations émergent d'en bas, des entrailles d'une société qui refuse de se rendre. Le message est clair : les Palestiniens de Gaza tiennent Israël pour responsable de la dévastation, mais exigent également que le Hamas agisse pour arrêter le massacre.

Le génocide à Gaza affaiblit gravement le Hamas. Le coût humain et matériel pour le peuple palestinien a été brutal, mais la stratégie du Hamas basée sur un présumé alliance régionale de résistance dirigée par l'Iran a également été mise à l'épreuve et a échoué. Cette direction a pris la décision d'attaquer Israël le 8 octobre 2023, mais elle n'a pas préparé le lendemain et cela a permis à l'impérialisme et au sionisme de progresser considérablement.

VO

journalistes (CPJ) et du Syndicat des journalistes palestiniens. Ce chiffre dépasse largement le nombre de journalistes assassinés au cours de toute période ou de tout conflit comparable.

Les tentatives pour faire taire et dissimuler la barbarie à Gaza et l'apartheid en Cisjordanie sont constantes et vont en augmentant. Même en bénéficiant d'une totale impunité, un groupe de colons israéliens a attaqué le cinéaste palestinien qui a remporté l'Oscar cette année pour le documentaire « No other land », puis a été arrêté

par l'armée israélienne et il a été torturé pendant des heures.

On a récemment appris qu'une attaque avait massacré 15 travailleurs de l'équipe d'urgence, qui ont ensuite été enterrés dans une fosse commune. Cela fait partie d'une offensive généralisée contre l'infrastructure sanitaire de Gaza : plus de 1 400 professionnels de la santé ont été tués, 34 hôpitaux ont été détruits, ainsi que 240 centres et installations de santé et 142 ambulances qui ont également été la cible d'attaques. On estime que les dégâts totaux causés au secteur de la santé dépassent les 3 milliards de dollars, le rendant complètement incapables de répondre aux besoins urgents d'une population assiégée et sous les bombardements.

LA TENTATIVE DE FAIRE TAIRE UN ACTIVISME ANTISIONISTE QUI SE DÉVELOPPE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Le sionisme a systématiquement cherché à déformer et à manipuler les catégories d'antisémitisme et d'antisionisme à des fins politiques. Assimiler la critique légitime de l'État d'Israël et de son régime colonial, raciste et d'apartheid à la haine antijuive est non seulement une falsification historique, mais aussi une stratégie perverse visant à délégitimer la lutte du peuple palestinien et à faire taire la solidarité internationale. Cette confusion intentionnelle imposée par le lobby sioniste protège les crimes d'Israël et criminalise ceux qui défendent le peuple palestinien héroïque. Démasquer cette opération idéologique est une tâche urgente pour ceux qui n'acceptent pas que l'horreur se cache derrière une identité religieuse.

Aux États-Unis, des étudiants comme Mahmoud Khalil ont été arrêtés et expulsés pour avoir exprimé leur soutien à la résistance



palestinienne. Des universités telles que Columbia ou Harvard ont réprimé des campements étudiants, tandis que le lobby pro-israélien fait pression par le biais de listes noires et de menaces professionnelles. En Argentine, le dirigeant Alejandro Bodart, du MST-FIT Unidad et de la LIS, est la cible d'une poursuite judiciaire lancée par des secteurs sionistes après avoir déclaré sa solidarité avec la Palestine. Et nous pourrions citer bien d'autres cas.

Ces attaques visent à faire taire la vague internationaliste croissante qui dénonce l'apartheid et le génocide. Mais l'effet est inverse : plus les voix se multiplient, plus les secteurs se mobilisent. La solidarité avec le peuple palestinien n'est pas un crime, c'est une obligation morale face à l'horreur.

REFORCER LA MOBILISATION INTERNATIONALISTE ET LUTTER POUR UNE PALESTINE SOCIALISTE

Comme le soulignent à juste titre la déclaration de l'Union générale des étudiants du Liban, le Front pour une Palestine libre et la LIS à l'occasion de la Journée de la Terre palestinienne: « *Au peuple libre de notre nation, en cette Journée de la Terre, et alors que la machine meurtrière*

sioniste continue d'assiéger Gaza, nous affirmons que si nous ne soutenons pas la résistance palestinienne et ne la soutenons pas sous toutes ses formes (humanitaire, politique, diplomatique et militaire), alors nous serons nous aussi voués à la destruction. »

Il est urgent de renforcer la mobilisation mondiale contre l holocauste palestinien, de rompre les accords avec l'État d'Israël, d'exiger des sanctions internationales et de dénoncer la complicité de l'impérialisme, en particulier des États-Unis, qui continuent d'armer et de financer l'État génocidaire.

Lutter pour un État palestinien et la fin d'Israël, enclave coloniale impérialiste implantée dans la région. En ce sens, nous devons combattre l'illusion que certains secteurs, même trotskistes, entretiennent selon laquelle il est possible de concilier les intérêts des classes ouvrières arabe, palestinienne et israélienne. Il existe des intérêts matériels concrets qui s'opposent. Le retour de millions de Palestiniens déplacés dans des camps de réfugiés ou dans la diaspora se heurtera sans aucun doute à la résistance des colons qui occupent aujourd'hui leurs maisons et leurs terres. Un État binational est tout simplement une utopie qui, au-delà des intentions, favorise la politique du sionisme et de l'impérialisme en Palestine et dans la région.

La mobilisation en solidarité avec le peuple palestinien est fondamentale et doit être renforcée. Mais la solution de fond ne viendra qu'avec un nouveau printemps arabe qui mettra fin à tous les gouvernements et régimes complices et qui poursuivra la lutte contre le système capitaliste, en unissant les peuples de toute la région autour d'un programme commun qui offre une issue réelle aux masses arabes: une révolution socialiste qui lutte pour un seul État palestinien, laïque, démocratique et socialiste, intégré dans une fédération libre de républiques socialistes dans tout le Moyen-Orient.

Pour toutes ces raisons, il est essentiel de construire une direction indépendante des bourgeoisies arabes et qui ne cède pas à l'impérialisme. La tâche stratégique consiste à regrouper les révolutionnaires de toute la région, à créer des liens qui permettent de progresser dans la construction d'une organisation consciemment anticapitaliste et révolutionnaire qui a pour objectif la révolution au Moyen-Orient et en lien avec la révolution socialiste internationale. ↗

1. Hossam Shabat, jeune journaliste palestinien assassiné dans le nord de Gaza le 26 mars 2025.

2. Parti politique sioniste d'extrême droite israélien dirigé par Benyamin Netanyahu.



Trump et la nouvelle répartition DE L'AFRIQUE

PAR LE CONGRÈS RÉVOLUTIONNAIRE PERMANENT -
LIS KENYA

La réélection de Donald Trump et son retour au pouvoir le 20 janvier 2025 marquent un nouveau chapitre dans les contradictions du capitalisme mondial. Alors que les analystes traditionnels se concentrent sur le commerce, la sécurité et les réglementations environnementales, une compréhension marxiste nécessite une évaluation de l'impérialisme, du conflit de classe et de la dynamique évolutive du capital mondial, en particulier en ce qui concerne l'Afrique.

La question n'est pas seulement de savoir comment le gouvernement Trump traitera l'Afrique, mais aussi comment les travailleurs, les paysans et les organisations révolutionnaires africaines se positionneront et résisteront à l'aggravation de l'oppression impérialiste.

Le premier mandat de Trump a montré une politique étrangère dominée par les intérêts capitalistes les plus cruels, favorisant les accords unilatéraux, l'ob-

tention de bénéfices pour les entreprises et développant des tensions au sein du système économique mondial. Sous le slogan « America First », son administration a tenté de faire appliquer des accords commerciaux unilatéraux qui favorisent largement les entreprises états-unies, tout en soumettant les économies les plus faibles à une extraction de valeur plus impitoyable. Cette tendance se poursuivra ou s'intensifiera probablement au cours de son second mandat, car son administration cherche à contrer de manière agressive l'influence croissante de la Chine en Afrique, tout en poursuivant la stratégie américaine visant à garantir des ressources stratégiques, une main-d'œuvre bon marché et de nouveaux marchés pour l'expansion du capital.

Les récentes réductions du financement de l'USAID en Afrique - déjà mises en œuvre sous l'administration Trump - ont alarmé les commentateurs libéraux et les politiciens de la classe dirigeante. Cependant, d'un point de vue marxiste révolutionnaire, ces réductions peuvent paradoxalement être considérées comme une avancée positive pour la classe ouvrière africaine. Pendant trop longtemps, l'aide au développement a servi d'outil de contrôle impérialiste, permettant aux États-Unis de dicter les priorités économiques, d'influencer les politiques et de consolider les réformes néolibérales en échange de miettes. Une grande partie de ce financement est rarement parvenue aux masses. En revanche, il a enrichi une petite élite de bureaucraties d'ONG et de politiciens véreux qui ont servi d'intermédiaires aux intérêts étrangers.

Le retrait de l'USAID et d'autres mécanismes de financement étrangers similaires peut contribuer à démasquer l'illusion d'un impérialisme bienveillant et obliger les gouvernements à faire face aux contradictions de leur dépendance. Les États africains auront de plus en plus besoin de financer leurs propres programmes sociaux et initiatives de développement, ce qui créera des opportunités potentielles pour les mouvements de la classe ouvrière d'exiger des budgets qui reflètent les besoins publics plutôt que les intérêts des élites ou des impérialistes. Comme la plupart de l'aide des ONG, ces fonds n'ont jamais été destinés à la libération de l'Afrique, mais à la stabilisation de l'ordre capitaliste existant.

Le moment est venu de prendre un virage stratégique : cesser de dépendre de l'« aide » étrangère et se concentrer sur la construction du pouvoir populaire, l'autosuffisance et la planification socialiste. Au lieu de pleurer sur les miettes perdues de la table impérialiste, les masses doivent s'organiser pour prendre le contrôle de l'économie.

L'Afrique, qui a longtemps été soumise à des relations néocoloniales, se trouve désormais au centre de la lutte interimpérialiste. Au cours des deux dernières décennies, la Chine, la Russie et l'Union européenne ont accru leur empreinte économique et politique sur le continent. Si l'administration Trump peut poursuivre sa bataille avec la Chine en Afrique, il est peu probable qu'elle donne la priorité à des projets



d'infrastructure ou économiques à grande échelle. Au lieu de cela, les États-Unis se concentreront probablement sur le pillage de ressources cruciales, l'extension de la puissance militaire sous prétexte de lutte contre le terrorisme et l'approfondissement de la dépendance par le biais de pièges de la dette et d'accords commerciaux abusifs.

L'administration Trump a rejeté les accords multilatéraux traditionnels, préférant des accords bilatéraux fermes qui profitent à l'hégémonie des entreprises états-uniennes. La loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA), qui permet à certaines marchandises africaines d'accéder aux marchés américains sans droits de douane, pourrait être renégociée, ce qui pourrait entraîner un durcissement des règles en faveur des entreprises américaines et réduire les opportunités pour les fabricants africains. Cela nuira de manière disproportionnée aux petites entreprises africaines, consolidant le statut de l'Afrique en tant que fournisseur de matières premières plutôt qu'en tant que puissance industrielle.

En matière de sécurité, le premier mandat de Trump s'est davantage concentré sur des solutions militaires que diplomatiques. Le déploiement

de frappes de drones et d'opérations spéciales dans des endroits comme la Somalie ne s'attaque pas aux causes profondes de l'instabilité, qui sont les difficultés économiques et le manque d'autodétermination politique. Un second mandat de Trump pourrait entraîner une montée du militarisme sous prétexte de lutter contre le terrorisme, d'étendre la répression étatique et de renforcer la domination des gouvernements bourgeois véniaux qui servent les intérêts impérialistes tout en réprimant les mouvements de la classe ouvrière, comme on l'a vu lors de l'attaque de drones en Somalie le mois dernier.

Une analyse marxiste de la politique africaine nécessite, du point de vue de la lutte des classes, de ne pas se limiter aux acteurs étatiques. Les élites dirigeantes du continent, que ce soit en collaboration avec les puissances impérialistes occidentales ou orientales, ont systématiquement soutenu la subordination continue de l'Afrique au capitalisme mondial.

Les soulèvements et les coups d'État qui ont chassé plusieurs chefs d'État soutenus par la France au Sahel au cours des deux dernières années ont été principalement motivés par un rejet massif de l'impérialisme français. Leur victoire a considérablement fait progresser la conscience anti-impérialiste et la confiance en soi des masses. Cependant, les nouveaux dirigeants qui ont accédé au pouvoir sont pour la plupart des alliés de l'impérialisme russe, et l'idée que l'intervention de la Russie en Afrique sera plus bienveillante que celle de l'Europe est très répandue. C'est une erreur qui conduira à une amère déception, car la Russie cherche à piller les ressources africaines de la même manière que l'Europe, la Chine et les États-Unis. Cela pourrait s'accélérer, car les accords de Trump et Poutine conduiront probablement la Russie à promouvoir ses intérêts avec plus de confiance. L'exemple le plus clair du pillage interimpérialiste actuel de l'Afrique est peut-être la République démocratique du Congo, où l'Europe, les États-Unis, la Russie et la Chine sont tous impliqués dans la guerre civile génocidaire actuelle pour déterminer qui contrôlera le cobalt et les autres minéraux du Congo.

La crise actuelle en République démocratique du Congo (RDC) met en évidence les conséquences brutales de l'exploitation impérialiste en Afrique. La chute de Goma face aux rebelles du M23, soutenus par le Rwanda et indirectement par l'impérialisme occidental, souligne les contradictions profondes du capitalisme sur le continent. Les richesses minérales de la RDC, en particulier l'or et le coltan, sont depuis longtemps une cible privilégiée des multinationales et de leurs alliés politiques. Le Rwanda, bien que ne dis-

posant que de faibles gisements de coltan, est devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux, preuve de la spoliation systématique des ressources du Congo.

Le retour de Trump au pouvoir ne fera qu'intensifier cette situation. Son premier mandat a montré une approche agressive pour s'assurer les ressources stratégiques de l'Afrique, en particulier dans les régions riches en minéraux rares. Avec la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine, la RDC restera un champ de bataille pour les forces impérialistes. Les États-Unis, bien qu'ils aient exprimé leur inquiétude quant à l'implication du Rwanda dans le conflit, continuent de soutenir indirectement le régime de Kagame par le biais d'associations militaires et économiques. Cette contradiction met en évidence l'hypocrisie des puissances occidentales, qui se présentent championnes de la paix tout en veillant à ce que l'Afrique reste une source de main-d'œuvre bon marché et de matières premières.

La catastrophe humanitaire qui se déroule dans l'est du Congo - déplacements forcés massifs, viols généralisés et effondrement des infrastructures - n'est pas simplement un problème régional, mais une conséquence directe du capitalisme mondial. La classe dirigeante congolaise, y compris des personnalités telles que le président Félix Tshisekedi, n'a ni les moyens ni la volonté de défier les puissances impérialistes. Au lieu de cela, elle dépend de la mobilisation militaire et de la rhétorique nationaliste pour maintenir le contrôle, même lorsque le pays s'enfonce encore plus dans la guerre. L'appel à la mobilisation de la jeunesse dans les forces armées rappelle les guerres impérialistes passées, où la classe ouvrière et les pauvres étaient sacrifiés pour défendre les intérêts de l'élite.

La situation en RDC, tout comme les tendances plus générales de l'impérialisme américain en Afrique, souligne le besoin urgent d'un changement révolutionnaire. Ce n'est qu'en renversant le système capitaliste – en Afrique comme dans le monde – que l'on pourra briser le cycle de la guerre, du pillage et de l'oppression. La lutte contre l'impérialisme doit être liée à la lutte pour le socialisme, en unissant les travailleurs et les paysans de tous les pays pour réclamer la richesse de l'Afrique aux exploiteurs.

La réélection de Trump doit servir d'appel au prolétariat et à la paysannerie africaine pour qu'ils intensifient leur lutte contre les exploiteurs, tant étrangers que locaux. Les travailleurs et les paysans, au lieu d'être les récepteurs passifs des manœuvres du pouvoir mondial, doivent lutter pour l'autosuffisance, la souveraineté économique et l'alternative socialiste au capitalisme.

L'intensification des attaques contre l'autodétermination africaine sous la direction de Trump pourrait, ironiquement, offrir une opportunité pour une plus grande solidarité continentale. L'accélération des contradictions du capitalisme - l'aggravation des inégalités, la diminution des services sociaux et l'augmentation de l'exploitation du travail - pourrait inciter les mouvements de base, les syndicats et les groupes socialistes à plaider en faveur de politiques qui donnent la priorité aux personnes plutôt qu'aux profits. Les pays africains doivent aller au-delà du



panafricanisme rhétorique pour promouvoir activement l'intégration économique, la négociation collective contre les puissances coloniales et les politiques qui favorisent l'industrialisation et la réforme agraire.

Sur les plans culturel et économique, l'interaction de l'Afrique avec les États-Unis a souvent été facilitée par la diaspora. Les envois de fonds, les échanges culturels et l'entrepreneuriat ont joué un rôle important dans la connexion des économies africaines avec les migrants résidant aux États-Unis. Cependant, compte tenu des antécédents de Trump en matière de politiques migratoires racistes et de déclarations xénophobes, son deuxième mandat pourrait entraîner des restrictions plus sévères, interrompant les flux économiques et isolant encore davantage les populations africaines aux États-Unis de leurs pays d'origine. Cela souligne la fragilité de la dépendance économique du noyau impérial, ainsi que la nécessité pour l'Afrique de construire des modèles économiques autosuffisants qui ne dépendent pas des envois de fonds de la diaspora.

La classe ouvrière africaine doit se préparer non seulement à un nouveau cycle d'exploitation néocoloniale, mais aussi à une plus grande résistance, organisation et lutte pour une avenir meilleur qui priviliege le développement humain plutôt que le profit. En cette période d'incertitude, une chose est claire : la libération de l'Afrique ne viendra pas des salles de conseil de Washington, Moscou, Pékin ou Bruxelles, mais de l'action collective de ses travailleurs et de ses peuples opprimés. Ce n'est que par ces luttes que se construira la conscience de classe et l'unité de la classe ouvrière dans toute l'Afrique.

Les tâches les plus importantes des mouvements révolutionnaires et des organisations socialistes sont d'intervenir dans les luttes à venir, en soulignant la nécessité d'une organisation de masse indépendante de toutes les puissances impérialistes et des capitalistes locaux, et de construire les partis révolutionnaires et l'internationale qui pourront mener ces luttes à la révolution socialiste.

L'AUSTRALIE dans L'OMBRE de TRUMP



Donald Trump et Peter Dutton

PAR JORDAN HUMPHREYS

La présence de Trump a eu un impact profond sur le monde. L'Australie n'a pas fait exception, Trump a déclenché des tensions en pleine campagne électorale. La droite conservatrice, autrefois enthousiasmée par sa victoire, subit aujourd'hui les conséquences de cette proximité. Face à l'avancée du militarisme et de l'extrême droite, la tâche des révolutionnaires est de construire une alternative.

L'ombre de Trump plane sur les élections fédérales du 3 mai. Au départ, sa victoire semblait donner un nouvel élan à Peter Dutton, chef de la coalition libérale-nationale (les principaux partis conservateurs de la politique australienne). Les libéraux bénéficiaient déjà d'un certain élan grâce au mécontentement envers le gouvernement travailliste, en raison d'une forte augmentation du coût de la vie. De plus, la victoire de la droite lors du référendum sur les droits des autochtones en 2023 a également nui aux travaillistes et redonné confiance à la droite conservatrice. Par conséquent, Dutton et son parti

pensaient que la victoire de Trump leur serait également favorable. Les sondages commençaient à pencher en leur faveur et la victoire sur les travaillistes semblait proche.

En janvier, Dutton a annoncé qu'il nommerait Jacinta Price, une personnalité politique autochtone d'extrême droite qui, pour marquer son engagement, porte des casquettes arborant le slogan « Make Australia Great Again » (Rendons sa grandeur à l'Australie), au poste de ministre déléguée chargée de l'efficacité gouvernementale. Dans un clin d'œil évident au Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'Elon Musk, elle a été d'identifier les possibilités de réductions importantes des dépenses publiques. De même, Dutton a également annoncé que, s'il remportait les élections, il supprimerait 41 000 postes dans la fonction publique, enquêterait sur les recrutements liés à la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) et mettrait fin au télétravail pour les employés du gouvernement.



De plus, après que Trump ait annoncé son plan génocidaire pour prendre le contrôle de Gaza, Dutton a déclaré dans une interview à la radio qu'il considérait cette annonce comme la preuve que Trump était un « grand penseur ».

Cependant, lorsque Dutton a lancé ces propositions, l'image de Trump était déjà en déclin en Australie. En mars, un sondage de l'Institut australien a révélé que trois Australiens sur dix (31 %) considéraient Trump comme la plus grande menace pour la paix mondiale, devant Poutine (27 %) et Xi Jinping (27 %). Lors de sa première victoire électorale, un sondage Resolve montrait que seulement 40 % des personnes interrogées pensaient que son triomphe pourrait être négatif pour l'Australie ; en avril, ce chiffre était passé à 68 %. Après les droits de douane annoncés par Trump le « jour de la libération », l'hostilité envers lui s'est intensifiée et rassemble désormais la majorité de la population, tous horizons politiques et classes sociales confondus. Même 58 % des électeurs libéraux estiment aujourd'hui que Trump n'est pas bon pour l'Australie.

TOUTE MANIFESTATION DE SOUTIEN À TRUMP EST DÉSORMAIS PÉNALISANTE POUR LES ÉLECTIONS NATIONALES.

Cette situation a complètement affaibli le Parti libéral et a fait dérailler sa campagne. Ses membres tentent de se distancier de Trump, mais beaucoup associent déjà la politique conservatrice à sa personne. Ils ont également tenté de se positionner comme les plus aptes à négocier avec lui, mais cet argument n'a pas non plus été convaincant. Le sondage Resolve indique que 35 % des électeurs indécis sont moins susceptibles de voter pour Dutton à cause de Trump,

et que davantage de personnes font confiance à Albanese pour promouvoir « l'intérêt national » de l'Australie. Depuis l'annonce des droits de douane, les sondages donnent les travaillistes gagnants, même s'il n'est pas encore certain qu'ils obtiendront la majorité absolue ou s'ils devront former un gouvernement minoritaire.

Trump n'est pas le seul élément important dans ces élections. Il existe un scepticisme généralisé à l'égard des libéraux, qui n'ont pas de plan clair pour inverser la crise du coût de la vie, malgré les échecs du gouvernement travailliste. Néanmoins, l'impact de Trump semble avoir rendu peu probable une victoire libérale le 3 mai.

L'impact de Trump sur la politique australienne va bien au-delà de ces élections.

Son approche consistante à lancer des attaques économiques contre ses alliés comme contre ses ennemis, ainsi que son mépris apparent pour les alliances militaires historiques, suscitent de profondes inquiétudes. Le gouvernement états-unien est le principal allié de la classe dirigeante australienne depuis qu'elle s'est éloignée de la Grande-Bretagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Depuis lors, les hommes d'affaires, les politiciens, les stratégies militaires et les agents de renseignement australiens ont tissé des liens étroits avec le département d'État des États-Unis. Pour la classe dirigeante australienne, l'alliance avec les États-Unis est essentielle pour contenir toute menace à ses intérêts impérialistes et économiques en Asie, en particulier avec la montée en puissance de la Chine.

C'est pourquoi Albanese et Dutton ont tous deux cherché à renforcer les liens militaires avec les États-Unis malgré les déclarations fracassantes de Trump. Lors du deuxième débat électoral, tous deux ont

affirmé que, bien qu'ils s'opposent aux droits de douane, ils n'ont aucune raison de se méfier de lui. Albanese a également assuré que l'accord AUKUS — par lequel les États-Unis fourniraient des sous-marins nucléaires à l'Australie en échange de 368 milliards de dollars — reste en vigueur, malgré le scepticisme croissant des médias et le manque de clarté de la Maison Blanche. Fidèles serviteurs de la classe dirigeante australienne, tant les libéraux que les travaillistes maintiennent leur engagement envers l'alliance américaine, quel que soit le comportement de Trump.

Cependant, les excentricités de Trump alimentent le débat sur cette alliance.

MALHEUREUSEMENT, CEUX QUI ALIMENTENT CE DÉBAT NE SONT PAS DES FORCES DE GAUCHE.

Malcolm Turnbull, ancien Premier ministre libéral, a critiqué l'accord AUKUS, le qualifiant de « né de la tromperie ». En avril, il a organisé un forum sur « la souveraineté et la sécurité », réunissant des dizaines d'experts en défense pour débattre d'une éventuelle réévaluation de l'accord à la suite de la réélection de Trump. D'autres détracteurs de l'AUKUS et de l'alliance avec les États-Unis se sont joints à lui, comme l'ancien Premier ministre travailliste Paul Keating, ainsi que des universitaires, des journalistes et des stratégies militaires.

Le problème est que ces critiques ne proviennent pas d'une position antimilitariste. Beaucoup de ceux qui remettent en question l'AUKUS souhaitent augmenter les dépenses militaires, mais indépendamment des États-Unis. Clive Hamilton, ancien candidat progressiste des Verts, a fait valoir dans *The Age* que la folie de Trump démontre la nécessité pour l'Australie de développer son propre système d'armement nucléaire. C'est ce qu'il entend par « politique étrangère indépendante ».

Toute avancée dans cette direction nécessiterait de trouver des fonds dans d'autres domaines. Richard Dennis, économiste social-démocrate, a mis au défi les participants au forum d'expliquer comment ils financeriaient les dépenses militaires sans réduire les budgets de l'éducation, de la santé et du bien-être.

Dans ce contexte, les Verts — un parti progressiste de classe moyenne qui s'est prononcé en faveur de la Palestine — ont présenté leur propre politique de défense. Bien qu'elle propose la fin de l'AUKUS et une redistribution partielle des dépenses militaires vers les services sociaux, elle exige également un investissement de 4 milliards dans le développement de missiles et de drones australiens. Cette politique

a été accueillie avec prudence par les principaux médias comme un signe de maturation du parti. Elle reflète à la fois son aspiration à entrer dans l'establishment et son désir de former une coalition avec les travaillistes après les élections.

Tout cela signifie que les socialistes australiens doivent être clairs sur un point : il ne suffit pas de s'opposer à AUKUS, de souligner que Trump est fou ou de parler d'une « politique étrangère indépendante » ambiguë. Il est nécessaire de rejeter toute augmentation des dépenses militaires et de s'opposer à toute contribution du gouvernement australien à la poussée mondiale vers la guerre.

L'ALLIANCE ENTRE L'AUSTRALIE ET LES ÉTATS-UNIS N'EST PAS LA SEULE SOURCE DE PRÉOCCUPATION POSÉE PAR LE GOUVERNEMENT TRUMP.

Depuis des années, les événements politiques aux États-Unis ont plus d'impact en Australie que dans tout autre pays. En 2020, la révolte de Black Lives Matter a rassemblé des dizaines de milliers de personnes dans les rues australiennes, malgré les tentatives des gouvernements des États pour freiner les manifestations.

Les attaques de Trump provoquent une accumulation de griefs aux États-Unis même. L'instabilité qu'il génère au sein de la politique bourgeoise ouvre la voie à une nouvelle vague de résistance. Les mobilisations anti-Trump « Hands Off » sont une première expression de ce changement. Si cette résistance s'intensifie, elle trouvera un écho parmi les travailleurs et les étudiants australiens, influençant l'activisme de gauche. Dans ce cadre, *Socialist Alternative* a appelé à une journée nationale de protestation le samedi 24 mai, exigeant que le gouvernement australien rompe ses liens avec les États-Unis de Trump.

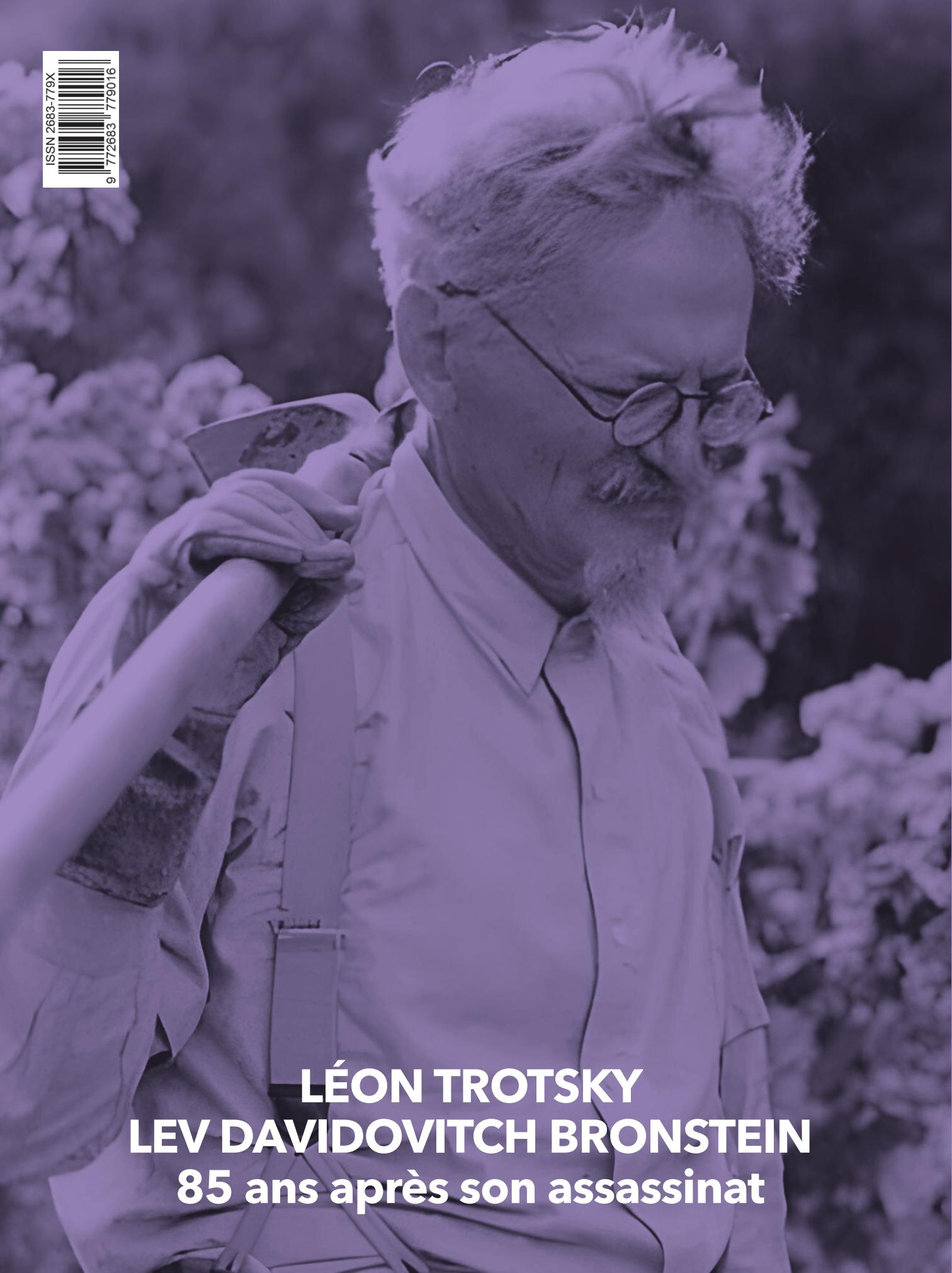
C'est l'espoir pour l'avenir. À mesure que Trump aggrave le chaos et la barbarie de l'ordre capitaliste mondial, il génère également davantage d'opposants, non seulement contre lui, mais aussi contre le système qui l'a porté au sommet du pouvoir mondial.

Et même si les libéraux vacillent et que l'extrême droite semble aujourd'hui marginalisée dans la politique australienne, rien ne garantit que cela restera ainsi. C'est pourquoi la lutte mondiale contre l'extrême droite est également essentielle pour empêcher son avancée en Australie. La construction d'une alternative révolutionnaire au gouvernement travailliste est plus urgente que jamais. 

NOUVEAUTÉS



**Vous pouvez consulter
ici les numéros précédents
de RÉVOLUTION
PERMANENTE**



**LÉON TROTSKY
LEV DAVIDOVITCH BRONSTEIN
85 ans après son assassinat**